Nations Unies S/PV.7797



Conseil de sécurité

Soixante et onzième année

Provisoire

7797e séance

Lundi 31 octobre 2016, à 10 heures

New York

Président :	M. Churkin	(Fédération de Russie)
Membres :	Angola	M. Lucas
	Chine	M. Wu Haitao
	Égypte	M. Aboulatta
	Espagne	M. Oyarzun Marchesi
	États-Unis d'Amérique	Mme Power
	France	M. Delattre
	Japon	M. Bessho
	Malaisie	Mme Adnin
	Nouvelle-Zélande	M. van Bohemen
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M. Rycroft
	Sénégal	M. Seck
	Ukraine	M. Yelchenko
	Uruguay	M. Rosselli
	Venezuela (République bolivarienne du)	M. Ramírez Carreño

Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

16-35117 (F)





La séance est ouverte à 10 h 5.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation au Moyen-Orient

Le Président (*parle en russe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant du Yémen à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes ci-après, qui vont faire des exposés, à participer à la présente séance : M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen; M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence; et M. Muhannad Hadi, Directeur régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Programme alimentaire mondial.

M. O'Brien se joint à nous par téléconférence depuis Bahreïn.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M. Ould Cheikh Ahmed.

M. Ould Cheikh Ahmed (*parle en arabe*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de me donner la possibilité d'informer le Conseil de sécurité des derniers faits relatifs au dossier yéménite et des principaux obstacles à un retour à la paix et à la stabilité dans le pays.

La situation actuelle sur le terrain au Yémen va à l'encontre des engagements en faveur de la paix pris par les parties devant l'ONU et la communauté internationale. Les conditions de sécurité sont instables et la situation humanitaire reste dramatique malgré les efforts déployés par les organisations humanitaires.

S'agissant de la sécurité, le 8 octobre, à Sanaa, une attaque terrible et douloureuse a ciblé des funérailles auxquelles assistaient environ un millier de Yéménites pour présenter leurs condoléances, tuant plus de 140 personnes et en blessant 550. Je me suis rendu sur place il y a quelques jours avec des membres des familles des victimes et j'ai été consterné par les dégâts et destructions observés. Le maire de Sanaa, Abdel Kader Hilal – un homme politique expérimenté connu pour son courage et la lutte qu'il a menée pour la paix jusqu'à son dernier souffle – ainsi que deux membres du Comité de désescalade et de coordination comptaient parmi les victimes de l'attaque.

Bombarder des funérailles est contraire aux coutumes et traditions yéménites, et les auteurs doivent répondre de leurs actes. J'exprime une nouvelle fois mes condoléances aux familles des victimes et souhaite un prompt rétablissement aux blessés et aux autres personnes touchées. Je salue les déclarations faites par les familles des victimes appelant à la retenue et demandant que l'incident fasse l'objet d'une enquête approfondie et minutieuse. Cela démontre clairement leur sens civique et leur attachement à la paix.

La coalition arabe a assumé la responsabilité de cette attaque et son équipe d'évaluation conjointe, qui a mené rapidement une enquête préliminaire sur l'incident, a recommandé de prendre des mesures à l'encontre de toutes les personnes dont la responsabilité sera établie à cet égard et a appelé à revoir les règles d'engagement de la coalition. Il sera important de mener l'enquête à son terme et de veiller à ce que les personnes impliquées répondent de leurs actes.

Cette attaque n'est pas le seul incident survenu ces dernières semaines durant lequel des civils et des infrastructures ont été bombardés. Ainsi, le 3 octobre, le bombardement féroce du quartier de Bir Basha à Taiz, depuis des zones contrôlées par Ansar Allah et le Congrès populaire général, a causé la mort de neuf civils, dont trois enfants. Taiz a subi, sur ses quartiers résidentiels, des bombardements aveugles et meurtriers qui ont fait des dégâts et un nombre de victimes considérable et qui doivent cesser. Ces incidents sont un horrible rappel des conséquences d'une guerre qui ravage le pays depuis 18 mois.

Le comportement des parties sur le terrain est contraire aux engagements qu'ils ont pris de participer sans réserve et constructivement au processus de paix sous l'égide des Nations Unies. J'ai appelé les parties à renouveler leur attachement aux termes et conditions de la cessation des hostilités acceptés le 10 avril. Certes, j'aurais préféré une cessation des hostilités à durée indéterminée, mais j'ai réussi à obtenir un accord sur une trêve de 72 heures, laquelle est entrée en vigueur le 19 octobre.

Je regrette de devoir signaler que les deux camps ont commis d'importantes violations de la cessation des hostilités dès le premier jour. Je suis profondément préoccupé par l'escalade de la violence, qui a continué

à un rythme alarmant ces dernières semaines. Les combats se sont intensifiés à Taiz, Mareb, Al-Jawf et Hajjahh, ainsi que le long de la frontière avec l'Arabie saoudite, où la fréquence et la portée des attaques aux missiles balistiques ont augmenté. Le fait que les régions de La Mecque et de Djedda ont été prises pour cible marque une progression dangereuse susceptible d'influer sur l'évolution de la guerre et les perceptions de plus de 1,5 milliard de musulmans dans le monde.

Je m'inquiète également de ce que, selon certaines informations, des navires internationaux se trouvant au large des côtes yéménites aient été la cible, ces dernières semaines, de tirs provenant de territoires contrôlés par les houthistes. Un navire des Émirats arabes unis a été pris pour cible dans le détroit de Bab-el-Mandab. Des destroyers des États-Unis naviguant en eaux internationales auraient été directement visés par des attaques de missiles et auraient réagi en tirant sur les stations radar houthistes. Ces incidents risquent d'entraîner une grave escalade du conflit et de menacer la sécurité de la circulation maritime internationale. Je remercie le Conseil d'avoir appelé, le 4 octobre, à mettre un terme immédiat à ces attaques.

Dans le sud du Yémen, Al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) et l'organisation dite État islamique continuent d'attaquer les institutions d'État et des cibles civiles. À Aden, le 1er octobre, un kamikaze a tué un civil et en a blessé trois autres, et les 29 et 30 septembre, des hommes armés associés à l'État islamique ont assassiné un officier du renseignement retraité et un responsable de la sécurité. Dans le cadre de leurs efforts pour lutter contre le terrorisme, les forces de sécurité yéménites ont perquisitionné la maison d'un dirigeant connu de l'État islamique, confisquant diverses armes et autres explosifs. À Abian, les forces antiterroristes ont tué trois militants, dont un haut-responsable d'AQPA, et en ont arrêté deux autres.

La détérioration des conditions militaires continue d'exacerber une situation humanitaire particulièrement grave, qui exige que la communauté internationale lui accorde une attention bien supérieure. Les autorités locales au Yémen ne sont pas en mesure de subvenir aux besoins sociaux de base de la population. C'est notamment le cas dans le secteur de la santé, où seules 45 % des installations fonctionnent. Outre les difficultés croissantes auxquelles les Yéménites sont confrontés pour obtenir un traitement médical sur place, nombreux sont ceux qui ne parviennent pas non plus à se faire soigner à l'étranger, à cause de l'interdiction de vols commerciaux au départ de Sanaa. Dans ce contexte, j'appelle à reprendre immédiatement les vols commerciaux au départ et à destination de Sanaa. J'appelle également les houthistes et le Congrès général du peuple à veiller à ce que les organisations humanitaires se voient accorder un accès exempt d'obstacles bureaucratiques et d'intimidation, de manière que tous ceux qui ont besoin d'assistance puissent en bénéficier. Mes collègues Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, et Mohannad Hadi, Directeur régional du Programme alimentaire mondial pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, présenteront au Conseil un exposé plus détaillé sur la situation humanitaire et les efforts de l'ONU pour apporter son aide.

Je me dois d'ajouter que la détérioration de la situation économique menace de provoquer une crise humanitaire bien plus grave dans les mois à venir si des mesures urgentes ne sont pas prises pour remédier aux problèmes. Les salaires de la plupart des fonctionnaires – principale source de revenu d'une grande partie de la population – ne sont déjà plus versés. Si leur paiement n'est pas repris rapidement, de nombreux autres Yéménites risquent de tomber dans la destitution et seront obligés de dépendre de l'aide humanitaire pour survivre. Toutes les parties, notamment le Gouvernement yéménite, les houthistes et le Congrès général du peuple, doivent s'engager à coopérer pour veiller à ce que la Banque centrale continue de fonctionner et que le versement des salaires reprenne rapidement dans tout le pays.

Bien que la communauté internationale ait appelé les parties yéménites à s'engager pleinement en faveur du processus de paix, ces dernières ont continué à prendre des mesures unilatérales qui compromettent les perspectives de paix. Le 2 octobre, le Haut Conseil politique, créé par les houthistes et le Congrès général du peuple, a demandé à l'ancien gouverneur d'Aden de former un nouveau gouvernement. La décision du Président Hadi Mansour de remplacer le Gouverneur de la Banque centrale et de déménager cette institution à Aden a provoqué de nouvelles incertitudes économiques alors même que des mesures urgentes sont nécessaires pour redresser la conjoncture. Le Premier Ministre Ahmed Bin-Dagher a annoncé, via les réseaux sociaux, un projet de convoquer une instance nationale pour ratifier le projet de constitution. Encore une fois, j'exhorte les parties à s'abstenir de prendre de nouvelles mesures, quelles qu'elles soient, qui ne feraient que

compliquer l'obtention d'un règlement négocié à même de placer le Yémen sur la voie de la paix.

J'ai tenu des consultations approfondies avec les parties yéménites et les membres de la communauté internationale ces dernières semaines, et j'ai présenté aux parties une feuille de route complète et détaillée pour mettre fin au conflit. Cette feuille de route est conforme à la résolution 2216 (2015) et à d'autres résolutions pertinentes, à l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, et aux conclusions de la Conférence de dialogue national. Elle contient un ensemble de mesures politiques et de sécurité à appliquer successivement et en parallèle, qui aideraient le Yémen à retrouver la paix et une transition politique ordonnée.

La feuille de route prévoit la création de commissions militaires et de sécurité qui superviseraient les retraits et le transfert d'armes à Sanaa, Houdeida et Taiz. Ces commissions seraient également chargées de veiller à l'arrêt complet des violences militaires et à la sûreté et la sécurité de la population et des institutions publiques. Elle définit également des modalités politiques transitoires, notamment la nomination d'un nouveau vice-président et la formation d'un gouvernement d'unité nationale pour prendre en main le processus de transition au Yémen et superviser la reprise du dialogue politique, la conclusion du processus constituant et, à terme, la tenue d'élections. J'ai été officieusement informé que les parties avaient rejeté cette feuille de route. C'est bien la preuve que les élites politiques au Yémen ne sont toujours pas capables de surmonter leurs différences et d'accorder la priorité aux intérêts publics et nationaux plutôt qu'à leurs intérêts personnels. Il est temps que les parties comprennent qu'il ne pourra y avoir de paix sans concessions, et qu'il ne pourra y avoir de sécurité sans accord. Elles doivent définir leurs positions en fonction de la manière dont la sécurité et la stabilité peuvent être assurées dans l'intérêt de la population yéménite.

Je retournerai dans la région dès la fin de cette séance d'information pour entamer des consultations avec les parties à Sanaa et à Riyad, dans le but de parvenir à un accord détaillé sur la base de la feuille de route. Il incombe à présent aux délégations de donner la priorité à la paix et à la stabilité. La feuille de route et les accords discutés au Koweït devraient permettre au processus de paix d'avancer vers un règlement complet dans les semaines à venir si les parties y prennent part de bonne foi et font preuve d'un sens des responsabilités politiques et nationales.

Je remercie la communauté internationale de continuer à appuyer ma proposition d'un accord complet, ainsi que mes appels à cesser les hostilités. Les réunions quadripartites entre les ministres des affaires étrangères des États-Unis, du Royaume-Uni, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis qui se sont tenues à Djeddah, New York et Londres ont soutenu ces efforts, de même que les réunions avec leurs homologues des autres pays du Conseil de coopération du Golfe. Je remercie également les ministres des affaires étrangères du Sultanat d'Oman, de la France, de l'Égypte, du Koweït, du Qatar et de Bahreïn, ainsi que le Vice-Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, de leur appui. Je sais également gré aux membres du Conseil de leur inébranlable appui aux efforts visant à restaurer la paix au Yémen.

Après 18 mois de terribles combats, après des milliers de morts et de blessés, après des souffrances humaines indicibles et après l'effondrement total de l'économie, nous devons tous nous demander pendant combien de temps les Yéménites resteront otages des décisions politiques irresponsables de quelques individus. Qu'attendent les parties pour signer un accord politique? N'ont-elles pas compris que dans la guerre, il n'y a pas de vainqueurs? La feuille de route que j'ai proposée aux parties bénéficie d'un appui large de la communauté internationale, car elle offre une solution globale et prévoit des garanties pour la représentation politique de tous les groupes politiques.

Je voudrais demander au Conseil d'appuyer pleinement le plan de paix, une cessation immédiate des hostilités et la libération de tous les prisonniers et détenus. Et je voudrais dire aux Yéménites que la paix pourrait arriver bientôt si les parties prenantes décident de faire primer l'intérêt national et commencent à œuvrer pour reconstruire un État stable qui garantit les droits de tous ses citoyens, sans discrimination.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M. Ould Cheikh Ahmed de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. O'Brien.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Il ne saurait y avoir de solution humanitaire au conflit au Yémen. Il faut une solution politique, à commencer par une cessation immédiate des hostilités. Je reprends à mon compte l'appel lancé par l'Envoyé spécial. Toutes les parties et tous ceux qui ont une influence sur elles doivent œuvrer en faveur de la paix. Chaque jour de plus où cette guerre continue, ce sont les civils qui souffrent. Chaque jour

de plus où le conflit se prolonge, nous nous rapprochons inexorablement d'une situation où toute une génération de Yéménites passera ses années de jeunesse dans le chaos de la guerre.

Cette catastrophe humanitaire au Yémen est une catastrophe provoquée par l'homme, car le conflit a exacerbé et accru de façon exponentielle les souffrances de la moitié de la population yéménite qui vivait déjà dans une pauvreté extrême et terrible. À plusieurs reprises au cours des 19 derniers mois, les Yéménites ont été privés de leur vie, de leurs espoirs et de leur droit de vivre dans la dignité. Des milliers de personnes ont été tuées, des dizaines de milliers d'autres blessées, plus de 3 millions été contraintes de quitter leurs foyers et 7 millions vivent dans une angoisse quotidienne, car elles ne savent pas d'où viendra leur prochain repas.

Je suis rentré depuis peu de Sanaa et d'Al Hudaydah et avant cela, je m'étais rendu à Aden. J'ai vu le désespoir, la peur et la résignation dans les yeux creusés des personnes que j'ai rencontrées, qui avaient perdu tout espoir – suite à la colère ou à la détresse la plus totale. En bref, depuis mon dernier exposé au Conseil, la situation humanitaire s'est aggravée et 80 % des Yéménites – c'est-à-dire environ 21,2 millions de personnes – ont besoin d'une aide humanitaire. On attend des acteurs humanitaires qu'ils comblent le vide politique, mais il ne s'agit pas d'une solution viable.

Toutes les parties doivent se rappeler que le droit international humanitaire est une obligation, et non une option. Les auteurs des nombreuses violations du droit international humanitaire qui ont été commises par toutes les parties au conflit doivent répondre de leurs actes. Le Conseil et ses membres ont également des responsabilités à cet égard. J'insiste en outre sur la nécessité de mener des enquêtes indépendantes et efficaces sur les allégations de crimes de guerre et de poursuivre les auteurs présumés en justice.

Depuis l'effondrement de la cessation des hostilités en août, sur tout le territoire national – dans les zones contrôlées par les différentes factions en guerre ou qui ne sont contrôlées par personne –, les Yéménites subissent des attaques quasi quotidiennes visant les civils, les institutions civiles et les infrastructures publiques. En août, la coalition dirigée par l'Arabie a bombardé un centre de santé soutenu par Médecins Sans Frontières et une école à Saada. Une attaque menée ce mois-ci contre une foule participant à des funérailles dans le Grand Hall à Sanaa, dont la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a reconnu qu'elle était responsable, a fait au moins 140 morts et 550 blessés. Bien qu'il ne saurait y avoir de comparaison entre ceux qui tuent à l'aide de moyens aériens, dont dispose seulement une partie au conflit, et ceux qui utilisent des armes terrestres pour tuer, les forces houthistes et pro-Saleh ont effectué des bombardements aveugles sur Taëz et d'autres localités, ainsi que sur des villes et installations à l'intérieur de l'Arabie saoudite, à l'aide de missiles balistiques – selon les informations dont nous disposons.

Par ailleurs, on empêche les acteurs humanitaires de faire leur travail. Les forces armées houthistes et pro-Saleh intimident, retardent et harcèlent régulièrement les acteurs humanitaires, menaçant de les arrêter et de les expulser alors qu'ils représentent le dernier espoir des Yéménites, ou exigeant que l'aide humanitaire soit détournée en faveur de leurs combattants. Il s'agit là de violations inacceptables du droit humanitaire et des principes humanitaires.

La prolongation du conflit au Yémen a des effets dévastateurs sur les institutions publiques, qui sont de plus en plus incapables de fournir des services sociaux de base aux citoyens. Un quart de la population dépend des fonctionnaires de l'État. Or les salaires sont payés avec de moins en moins de régularité et il sera bientôt impossible de retirer de l'argent en raison d'une grave crise de liquidités. Cela annonce l'effondrement imminent de l'économie du Yémen, un pays déjà désespérément pauvre et extrêmement affaibli par la corruption. La Banque centrale a été unilatéralement transférée à Aden. Les acteurs humanitaires n'ont pas la capacité ou les ressources nécessaires pour fournir des services à une population de 26 millions de Yéménites. L'appel conjoint que nous avons lancé a été financé à moins de 50 %.

Il faut tout mettre en œuvre pour éviter l'effondrement total et permanent des institutions publiques. S'il est vrai que la responsabilité première à cet égard incombe au Gouvernement yéménite, aux autorités houthistes de facto et au régime précédent de Saleh, je prie tous ceux qui ont une influence de répondre à cet appel, notamment en veillant à ce que les salaires des médecins, des infirmiers et d'autres fonctionnaires essentiels soient payés.

C'est dans le secteur de la santé que les défaillances des services publics se font peut-être sentir le plus. Moins de la moitié des établissements de santé, qui sont déjà rudimentaires, fonctionnent encore. Comme je le disais, ce mois-ci, je me suis rendu à Al Hudaydah, un gouvernorat contrôlé par les forces houthistes et

pro-Saleh. Le Gouvernorat d'Al Hudaydah est le plus pauvre du Yémen. J'ai vu des enfants et des mères, quelques pères ainsi que des médecins, des infirmières et du personnel soignant désespérés qui sont surchargés de travail, au centre pédiatrique de l'hôpital d'Al-Thawra, où il y a de fréquentes coupures d'électricité et où les appareils ne fonctionnent pas souvent en raison de la pénurie de carburant pour les générateurs, tandis que les armoires à pharmacie sont vides. Des maladies chroniques qui peuvent être facilement traitées deviennent des condamnations à mort. Des Yéménites, jeunes et vieux, meurent chaque jour parce qu'ils n'ont pas accès à des produits et des services de base. Depuis mars 2015, 10 000 enfants de moins de 5 ans sont morts de maladies évitables en raison de la grave pénurie de vaccins et de médicaments pour la diarrhée et la pneumonie. Les migrants de la Corne de l'Afrique et les personnes déplacées – plus de 3 millions –, dont près de la moitié sont des enfants, sont également à risque. Ils comptent tout particulièrement sur l'aide humanitaire et sur des fournitures qui arrivent par par voie portuaire ou aérienne – mais qui ne sont pas acheminées en ce moment – et sont vulnérables face à la propagation des maladies.

Le Yémen est à deux doigts de la famine. J'ai rencontré une femme de 18 ans avec son bébé de 3 ans, qui était alitée et souffrait de malnutrition aiguë, ce qui fait qu'elle a du mal à manger et arrive à survivre à peine en se nourrissant de lait et de thé. J'ai rencontré des enfants âgés de 8 ans qui avaient l'air d'en avoir 2 car ils souffrent de malnutrition aiguë et des complications de santé qui en découlent. On ne peut qu'imaginer combien d'autres enfants et adolescents souffrent et meurent de faim, sans même parvenir à atteindre l'hôpital. Alors que je me trouvais au Yémen, j'ai appris qu'il y avait plus de 14 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire; dont 7 millions en situation d'insécurité alimentaire grave, qui ne savent pas d'où viendra leur prochain repas, comme je l'ai déjà dit. À l'échelle nationale, plus de 2 millions de personnes souffrent de malnutrition, dont 370 000 enfants de malnutrition aiguë.

En plus de ces souffrances indicibles, le choléra menace de réapparaître dans toute sa laideur. Il y a actuellement 61 cas confirmés de choléra et plus de 1 700 cas présumés dans 10 gouvernorats. Jusqu'à présent, quatre décès liés au choléra et 42 décès liés à une diarrhée aqueuse aiguë ont été confirmés par le Ministère de la santé. Mais il est quasiment certain que le nombre de cas est plus élevé en raison du manque de trousses de dépistage. L'Organisation des Nations Unies et ses partenaires sont en train d'établir 21 centres de traitement du choléra, mais cela ne suffit pas à endiguer la propagation.

Tout comme avant le conflit, il est répondu à la vaste majorité des besoins des Yéménites par le biais de livraisons commerciales. Le mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies est l'unique et première initiative prise dans le cadre de ces accords par le Bureau de la coordination humanitaire, et dirigée maintenant par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets. Je saisis cette occasion pour demander la prorogation de son mandat. Faisons en sorte d'appuyer quelque chose qui fonctionne. Le mécanisme de vérification a autorisé 190 navires commerciaux à décharger plus de 3 millions de tonnes de denrées alimentaires, de carburant et de fournitures aux ports d'Al-Hudaydah, Ras Isa et Al-Saleef depuis mai.

Mais il y a environ 40 navires qui attendent de décharger près de 1,4 million de tonnes de marchandises, notamment 600 000 tonnes de denrées alimentaires. Le déchargement des marchandises peut prendre jusqu'à 30 jours en moyenne, à cause d'une gestion peu efficace du port, des différends financiers entre affréteurs et, surtout, de la lenteur des déchargements due à la faiblesse des moyens au port d'Al-Hudaydah, gravement endommagé par les frappes aériennes – bien que niées – en août 2015. Les grues doivent être enlevées rapidement pour faire place en urgence à des grues mobiles.

Devant l'imminence d'une catastrophe humanitaire, il est inacceptable de réaliser des bénéfices grâce aux importations commerciales, dans un pays où 90 % des denrées alimentaires sont importées. Depuis février 2016, les importations de carburant ont atteint en moyenne un cinquième des niveaux d'avant les frappes aériennes. La coalition et les autorités portuaires locales doivent fournir aux bateaux autorisés un accès rapide et sûr aux ports, en particulier au port d'Al-Hudaydah. Je demande aussi aux donateurs d'appuyer la remise en état des infrastructures portuaires endommagées d'Al-Hudaydah, qui sont vitales pour le pays. L'ONU s'efforce d'accélérer l'achat de grues mobiles afin d'accroître radicalement les capacités du port, mais il s'agit au mieux d'une solution à court terme.

Dans le même ordre d'idées, je fais écho aux appels lancés à la coalition et au Gouvernement yéménite leur demandant de reprendre immédiatement les vols commerciaux à destination et à partir de Sanaa.

L’Arabie saoudite contrôle l’espace aérien au-dessus du Yémen, en général, et de Sanaa, en particulier. Il est en son pouvoir de le permettre, et c’est un choix qu’elle peut faire. Depuis que la compagnie aérienne yéménite, Yemenia, n’assure plus de vols vers Sanaa, des milliers de Yéménites se sont retrouvés bloqués, notamment des étudiants qui doivent poursuivre leurs études à l’étranger et des patients qui ont besoin de soins médicaux non disponibles au Yémen aujourd’hui. De nombreuses vies pourraient être sauvées si seulement ces personnes pouvaient voyager librement pour recevoir ces soins médicaux. Par exemple, l’ONU travaille sans relâche à organiser les évacuations vitales par voie aérienne des civils blessés dans l’attaque du 8 octobre contre le Grand Hall. Les Iraniens et, tout de suite après, le Royaume d’Arabie saoudite ont offert d’aider à évacuer les blessés. Pourtant, la politique, les entraves bureaucratiques et d’autres obstacles nous ont empêché de le faire. Il est clair qu’on ne peut demander aux Yéménites de dépendre de telles improvisations pour recevoir des soins médicaux essentiels. Je saisis cette occasion pour féliciter Oman, qui a réussi à évacuer une centaine de personnes aux fins de traitement médical, mais une deuxième évacuation n’a pu être arrangée à temps avant la fin du cessez-le-feu.

Depuis le dernier exposé que j’ai présenté au Conseil, les partenaires humanitaires, qui atteignaient 3,5 millions de personnes chaque mois entre janvier et juillet, en atteignent maintenant 4,6 millions par mois, malgré toutes les difficultés. Il y a eu une augmentation constante de la livraison de fournitures aux personnes dans le besoin partout dans le pays, et un autre million de personnes reçoit des denrées alimentaires chaque mois, tandis que plus de 4 millions de Yéménites reçoivent une aide alimentaire tous les jours. Les partenaires fournissent des soins médicaux essentiels grâce à des équipes fixes et mobiles, notamment des soins pour traumatismes et des soins de santé secondaires, ainsi que des médicaments et des fournitures aux installations médicales qui dispensent des services à des millions de personnes.

L’ONU, sous la ferme direction du Coordonnateur humanitaire, de concert avec nos partenaires humanitaires, est disposée à faire davantage, si seulement les restrictions à l’accès humanitaire étaient levées et si nous recevions un appui financier supplémentaire. Mais cela requiert une coordination avec la coalition, la myriade d’acteurs locaux au niveau central à Sanaa et d’autres parties au conflit. Les entraves bureaucratiques au Yémen étaient déjà un problème avant le début du conflit actuel et sont devenues depuis plus complexes. L’ONU continue de négocier un accès avec tous les acteurs pertinents, notamment les autorités à Sanaa.

Cette catastrophe humanitaire brutale causée par l’homme est maintenant celle dont j’avais dit qu’elle était « imminente » dans mon premier exposé au Conseil il y a 18 mois (voir S/PV.7494). Le conflit dure depuis bien trop longtemps. Il est grand temps que les parties pensent au Yémen d’abord et qu’elles concluent un accord pacifique en vue de sauver ce qui reste de l’infrastructure, de l’économie, et des services sociaux du pays et, surtout, de répondre aux aspirations des Yéménites à vivre dans une société en paix. Faute de cela, l’effondrement du pays risque d’avoir des conséquences non seulement pour le peuple yéménite, mais pour la région tout entière. Les parties, leurs supplétifs et ceux qui ont de l’influence sur eux – à savoir le Gouvernement yéménite, le Royaume d’Arabie saoudite, les États du Conseil de coopération du Golfe, les États-Unis d’Amérique, le Royaume-Uni et d’autres partenaires occidentaux du Royaume d’Arabie saoudite – ont tous des rôles et une influence clefs, de même que les autorités houthistes, le Président Saleh et ses partisans, ainsi que l’Iran. Ils peuvent arrêter cette guerre et ces souffrances. Ils peuvent appuyer l’accord-cadre proposé par l’Envoyé spécial et instaurer la paix en 30 jours. C’est une décision politique qui demande du courage et du leadership, et nous ne pouvons pas attendre.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M. O’Brien de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. .

M. Hadi (*parle en anglais*) : Le Yémen est l’un des pays les plus pauvres du monde arabe et a été dévasté par une guerre qui a renvoyé le pays des décennies en arrière. L’État yéménite est brisé. C’est ce que les Yéménites m’ont dit la semaine dernière. Ils ont le sentiment de mourir en silence et d’avoir été oubliés par le monde. Le Yémen pâtit depuis des années de l’instabilité et d’une pauvreté généralisée. Avant le conflit, le Yémen souffrait déjà. De nombreuses personnes souffraient déjà d’insécurité alimentaire. Pour le dire simplement, la guerre n’a fait qu’aggraver cette situation. Les services sociaux de base étaient au bord de l’effondrement. Aujourd’hui, plus de 20 millions de personnes ont vraiment besoin d’une forme d’assistance ou d’une autre. Comment sommes-nous arrivés à ce stade? C’est une importante question, mais ce qui est plus important aujourd’hui, c’est que je partage avec le Conseil un témoignage oculaire de la situation au Yémen.

Je reviens du Yémen après une mission de 7 jours. C'était en fait la deuxième fois que je me rendais au Yémen en deux mois et la troisième depuis que la crise a éclaté. Lors de mon dernier voyage, je me suis rendu à Sanaa, Hajjah et Al-Hudaydah. Le Yémen ne m'est pas étranger. J'y ai vécu et travaillé pour le Programme alimentaire mondial (PAM) pendant trois ans dans les années 90. Mais cette fois, alors qu'on s'approchait de l'aéroport de Sanaa à bord d'un avion affrété par le PAM – l'un des rares vols spéciaux qui desservent encore Sanaa – j'ai pu voir du hublot les dégâts subis par l'aéroport.

Plusieurs choses me sont venues à l'esprit. Je me demandais comment les gens vivent, comment ils allaient retourner au Yémen s'ils sont bloqués en dehors du pays. Si un blessé ou un malade avait besoin d'être évacué, comment allait-on faire? En tant que membre du personnel du Programme alimentaire mondial, j'ai aussi pensé à ce qui arriverait si l'on nous demandait de transporter par air à Sanaa des denrées alimentaires et des médicaments dont on avait cruellement besoin. L'aéroport était-il en mesure d'organiser une telle opération? Je ne sais vraiment pas. J'ai commencé à demander à mes collègues si l'aéroport pouvait organiser une telle opération.

En chemin vers les bureaux du PAM depuis l'aéroport, j'ai bien regardé le visage des Yéménites dans la rue, parmi lesquels, comme je l'ai dit, j'ai vécu trois ans. Ce que j'ai vu, c'étaient des visages usés par les larmes. Ils semblaient vraiment tristes en regardant un énième convoi des Nations Unies passer par les rues de Sanaa, sans savoir si c'était un signe d'espoir ou la fin d'une guerre dévastatrice. Quand je suis arrivé au bureau, j'ai encore regardé les visages du personnel en me réunissant avec eux. Quand j'ai rencontré le personnel local, j'ai senti en particulier qu'il était déchiré entre l'accomplissement de ses tâches humanitaires et le règlement de ses propres difficultés à la maison. Un grand nombre des membres du personnel des Nations Unies sont en fait déplacés à l'intérieur de Sanaa.

Pendant les premiers jours de ma mission à Sanaa, j'ai rencontré les fonctionnaires et les autorités locales. Le message qu'ils n'ont cessé d'adresser à chaque réunion était que les besoins augmentaient. Un nombre de plus en plus grand de personnes a désespérément besoin d'aide, que les opérations humanitaires ne parviennent pas à satisfaire.

L'insécurité alimentaire au Yémen s'aggrave rapidement. La faim est en train de devenir une épidémie généralisée. En juin, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire a révélé que plus de 14 millions de personnes souffrent de l'insécurité alimentaire au Yémen, et que pour 7 millions d'entre elles, cette insécurité alimentaire est sévère. C'est une chose que de lire ces rapports, mais une toute autre chose que de parler à une mère et à un père qui ne peuvent pas nourrir leurs enfants à la fin de la journée. Comme l'a souligné M. O'Brien, ces personnes ne savent pas quand elles auront leur prochain repas. C'est vraiment effrayant de ne pas savoir si l'on peut donner à manger à ses enfants. Dans certains gouvernorats, 70 % de la population ont du mal à s'alimenter. Neuf gouvernorats sur les 22 que compte le Yémen sont classés au niveau 3. En d'autres termes, ces gouvernorats sont à un niveau d'urgence alimentaire. Pour parler simplement, cela signifie qu'ils ne sont qu'à un pas de la famine.

Après avoir quitté Sanaa, je me suis rendu à Hajjahh pour rencontrer des personnes sur le terrain et leur parler. Notre premier arrêt a été le dispensaire. Il était bondé, les files d'attente allant presque jusqu'à l'entrée de l'hôpital. Dans certains lits, il y avait deux enfants. Presque tous les enfants que j'ai vus étaient sous-alimentés, et certains l'étaient gravement. Les mères de ces enfants m'ont dit qu'elles avaient dû parcourir de longues distances depuis des zones reculées pour arriver jusqu'au dispensaire. Elles m'ont dit qu'elles avaient dû emprunter de l'argent à des voisins et à des proches, et même vendre des biens, pour payer les traitements.

Je suis au regret de devoir dire que c'est là le côté positif de la situation. Je ne peux qu'imaginer ce que j'aurais vu si j'avais eu l'occasion de visiter des lieux plus reculés. J'aurais vu des parents regarder leurs enfants mourir sans pouvoir se permettre de les emmener à l'hôpital – en sachant que l'hôpital en question n'aurait peut-être rien pu faire. Selon l'UNICEF, 1,5 million d'enfants yéménites souffrent de malnutrition aiguë, et 370 000 d'entre eux souffrent de malnutrition aiguë sévère, un état qui menace leur survie et exige un traitement d'urgence. Ce chiffre de 370 000 représente une augmentation impressionnante de 65 % par rapport à 2014. Les enfants qui souffrent de malnutrition sévère sont 10 fois plus exposés au risque de mourir que les autres enfants parce que leur système immunitaire est extrêmement faible.

Notre halte suivante a été le bureau du PAM pour la distribution générale de vivres à Hajjahh. Les rues étaient encombrées de milliers de personnes qui faisaient la queue depuis l'entrée. Depuis février,

le PAM a dû diviser les rations pour aider le plus grand nombre possible de personnes qui souffrent de l'insécurité alimentaire. Nous avions déjà prévu de venir en aide à 3 millions de personnes, mais compte tenu de l'augmentation rapide du nombre de personnes qui souffrent de la faim, nous voulions donner quelque chose à tout le monde. Chaque mois, nos équipes et nos partenaires ont été forcés de donner une demi-ration à 6 millions de personnes. Ce n'est pas le meilleur moyen de combattre la malnutrition, mais c'est le meilleur moyen de permettre au plus grand nombre de personnes possible de survivre dans ces circonstances. Un grand nombre de familles ont eu la générosité de partager leurs difficultés avec moi-même et avec l'équipe. Elles nous ont dit qu'elles souffrent chaque jour de la faim et, ce qui est encore plus triste, que les parents peuvent le voir sur le visage de leurs enfants. Pour la première fois, je me suis retrouvé impuissant et incapable d'offrir la moindre parole de réconfort, et encore moins la promesse de renforcer l'aide et l'assistance que nous sommes en mesure de fournir.

Toutes les personnes que j'ai rencontrées ont parlé de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, des prix qui ont augmenté de 20 % depuis le début de la guerre. La classe moyenne yéménite fait maintenant partie des catégories de population qui ne peuvent pas nourrir leurs enfants. Cette situation est réellement inquiétante. Un grand nombre de fonctionnaires n'ont pas été payés depuis des mois. Ils ne peuvent même plus se permettre d'acheter à manger.

Sur le trajet entre Hajjahh et Hodeida, nous nous sommes arrêtés au pied des montagnes pour parler à un agriculteur. Il récoltait du millet et nous a raconté en détail comment ses cultures avaient été endommagées du fait du conflit. Lorsque je lui ai demandé comment il comptait survivre et ce qu'il allait faire maintenant que sa récolte était perdue, il a répété les mots que j'ai entendus dans la bouche de presque tous les Yéménites en difficulté que j'ai rencontrés, qui signifient « nous sommes entre les mains de Dieu ».

La route que relie Hajjahh à Hodeida était telle que dans mon souvenir d'il y a 20 ans. J'ai parcouru cette route de nombreuses fois, sauf que cette fois elle était détruite. Certains ponts étaient détruits, la route était cahoteuse et nous avons dû faire de trop nombreux détours. C'était difficile. Je me suis alors demandé comment la route allait être utilisée après le début de la saison des pluies. Comment les vivres vont-ils être acheminés d'Hodeida vers les autres gouvernorats?

Nous avons ensuite visité le port d'Hodeida. Comme chacun le sait, j'ai observé les grues et le matériel du port et j'ai constaté qu'une grande partie du matériel était endommagé. Le Yémen importe 90 % de ses besoins alimentaires. Le port d'Hodeida est une ligne de vie pour de nombreux Yéménites. On m'a même dit que les travailleurs ne se sentent plus suffisamment en sécurité pour travailler dans le port, ce qui crée des encombrements importants, sans compter le manque de matériel et les travailleurs qui ne travaillent pas. Même un navire du PAM qui transportait une aide alimentaire urgente a dû attendre plusieurs semaines pour que les vivres qu'il transportait puissent être acheminés vers les populations dans le besoin.

Notre halte suivante a été l'hôpital d'Al-Thawra à Hodeida, dont la visite a été le moment déterminant de ma mission. J'ai vu des visages d'enfants qui sont gravés dans mon esprit comme des images emblématiques de la crise au Yémen. J'ai vu des enfants et des images – cette fois-ci réelles – que je n'avais jamais vus en 25 ans d'activité au Programme alimentaire mondial. Je n'oublierai jamais les enfants que j'ai vus.

Je suis certain que nombre des personnes ici présentes ont vu les images terribles diffusées par les médias récemment, notamment la photographie déchirante d'une jeune femme de 18 ans, Saida Ahmed Baghili. Elle était à l'hôpital lorsque nous l'avons visité. Les médecins m'ont dit que le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère était en augmentation. La malnutrition compromet le système immunitaire de ces enfants qui, comme Saida, souffrent d'autres problèmes de santé. Tous ces facteurs font augmenter le taux de mortalité infantile. Le taux mondial de malnutrition aiguë chez les enfants d'Hodeida tels que Saida est parmi les plus élevés au monde. Les images de ces enfants et de leurs mères m'ont choqué et ont choqué mes collègues. Nous étions tous désemparés. Terrassé par l'émotion, je ne savais pas qui méritait le plus ce compassion – cet enfant souffrant de malnutrition assis sur un lit, trop fatigué et malade ne serait-ce que pour pleurer, ou sa mère assise près de lui, trop affamée et trop faible pour soutenir son enfant. Ces images m'ont profondément bouleversé, non seulement en tant que travailleur humanitaire, mais également en tant que père.

La faim et la malnutrition sont des problèmes que l'on peut régler mais qui exigent d'intervenir comme il se doit au moment opportun. C'est pourquoi nous devons nous employer à aider le peuple yéménite. C'est pourquoi nous devons garantir l'accès nécessaire. Je

tiens à remercier les donateurs qui ont aidé et continuent d'aider le PAM à mettre en œuvre ces programmes. Nous parvenons à faire notre travail et à fournir une aide, mais uniquement dans les zones auxquelles nous avons accès.

Nous éprouvons également des difficultés à obtenir les habilitations de sécurité nécessaires à l'acheminement de l'aide. La fluidité de la situation en matière de sécurité et les combats en cours n'aident pas le PAM et les autres acteurs humanitaires à acheminer l'aide efficacement, à assurer un suivi et à garantir que les interventions nécessaires sont menées au moment opportun. C'est une de nos préoccupations principales. Durant le long périple pour retourner à Sanaa, j'ai eu le temps de réfléchir à ce que j'avais vu. La situation a sans l'ombre d'un doute dépassé le stade critique. Des ressources et un appui politique doivent être mobilisés d'urgence par la communauté internationale. En 2016, le PAM au Yémen n'a été financé qu'à hauteur de 34 % des 6 millions de dollars nécessaires.

Je ne suis pas un politicien et le PAM est fier de son statut neutre et impartial. Je ne suis pas ici pour débattre de questions politiques, mais plutôt pour illustrer l'incidence du conflit en cours sur la situation humanitaire du peuple yéménite. Une génération entière est handicapée par la faim au Yémen, et nous avons besoin de l'aide de la communauté internationale en cette période difficile.

J'ai rencontré de nombreuses personnes au Yémen et je leur ai promis que je transmettrais leurs souffrances au monde.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M. Hadi de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité.

M. Rosselli (Uruguay) (*parle en espagnol*) : Comme c'est la dernière fois que ma délégation prend la parole sous la présidence russe du Conseil de sécurité, je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que toute votre équipe, de la conduite de nos travaux au cours d'un mois qui a été particulièrement difficile. Je tiens, en particulier, à souligner la prudence et la manière équilibrée avec laquelle vous avez mené au sein du Conseil de sécurité le processus de sélection du prochain Secrétaire général de l'Organisation.

Je voudrais remercier de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Ould Cheikh Ahmed, le Secrétaire général adjoint, M. Stephen O'Brien, et le Directeur régional du Programme alimentaire mondial, M. Muhannad Hadi.

L'Uruguay est consternée par l'aggravation du conflit au Yémen, qui jour après jour est victime des violations les plus graves du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme. La faible couverture médiatique de ce conflit tragique au Yémen n'exonère pas de leurs responsabilités les auteurs de ces actes, la communauté internationale ni le Conseil de sécurité. Nous sommes préoccupés par la persistance de la violence et par le démantèlement des institutions du pays du fait de la progression du terrorisme. L'Uruguay déplore les échecs répétés du processus de paix, y compris la tentative la plus récente d'établir un cessez-le-feu de 72 heures. À cet égard, j'appuie la reprise du processus de négociation qui, depuis de nombreux mois, n'a pu obtenir aucun résultat tangible et qui dépend maintenant des effets d'une feuille de route affaiblie.

L'Uruguay renouvelle son appel aux parties pour qu'elles reprennent le dialogue et honorent pleinement leur engagement à cesser les hostilités afin de créer les conditions nécessaires à l'instauration de la paix. Les acteurs de la région et, en particulier, les pays qui ont de l'influence sur les parties, doivent démontrer leur engagement à œuvrer vigoureusement à la recherche d'une solution pacifique au conflit. À cet égard, je tiens à souligner le travail réalisé par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Ould Cheikh Ahmed, et à exprimer l'appui de ma délégation à la poursuite de ses efforts en vue de trouver une solution pour mettre fin au conflit. Nous remercions également vivement tous les acteurs humanitaires au Yémen du travail inlassable et courageux qu'ils accomplissent pour redonner espoir à une population qui souffre.

L'Uruguay condamne fermement les attaques répétées contre des cibles civiles au Yémen – les frappes aériennes, les tirs de mortier, les lancements de missiles, qui détruisent aveuglément des hôpitaux, des écoles, des marchés, des immeubles résidentiels et des infrastructures; les bombes à sous-munitions, les mines antipersonnel et les tireurs embusqués, qui tous ont des effets dévastateurs sur la population civile. Nous condamnons également les attaques lancées depuis le Yémen contre des lieux saints en Arabie saoudite et contre les navires dans le détroit de Bab-el-Mandeb. Tous les acteurs au Yémen font preuve d'un mépris total des règles régissant les conflits armés, infligeant aux populations civiles prises au piège dans

les zones de combat des souffrances profondes aux conséquences désastreuses.

Au Yémen comme en Syrie, nous assistons à des niveaux sans précédent de déshumanisation. À cet égard, je voudrais mentionner tout particulièrement l'attaque terroriste – je le répète, l'attaque terroriste – commise le 8 octobre à Sanaa contre un centre communautaire où se tenait une veillée funèbret où plus de 150 personnes ont trouvé la mort et plus de 500 ont été blessées. Je dis une attaque terroriste parce qu'ici, dans ce pays où j'ai été éduqué et ai vécu de nombreuses années, j'ai appris que si un animal ressemble à un canard, a un bec aplati et des pattes palmées, marche en se dandinant comme un canard et en plus, fait coin-coin, il y a tout lieu de croire que c'est un canard. Cette opération a été menée en utilisant des tactiques qui sont généralement employées par les terroristes : une attaque surprise programmée à une heure où il y aurait le plus grand nombre de personnes, une explosion, une pause de plusieurs minutes pour permettre aux premiers intervenants d'arriver, puis une seconde explosion. Il s'agit d'une opération terroriste typique mais, dans ce cas particulier, il y a eu deux explosions pour causer le plus de dégâts possibles.

Dans les différentes cultures, sociétés et religions représentées au sein de l'Organisation, nous avons tous des comportements similaires de respect face à la vie et à la mort. Nous fêtons les naissances et nous pleurons les morts. Je me demande laquelle de nos sociétés, cultures, religions ou lequel de nos dieux justifie une attaque contre une cérémonie funéraire. Qui se sent si tout-puissant pour ordonner une telle bassesse? Qui se sent tellement au-dessus des lois pour commettre une telle atrocité?

De plus, cette attaque n'a pas été menée avec des armes artisanales. Aucun engin explosif improvisé n'a été utilisé. Aucune bombe classique ni baril d'explosifs n'a été employé, ni aucune voiture ou camion chargé d'explosifs. Le Groupe d'experts sur le Yémen a déclaré qu'on avait trouvé dans les ruines du centre communautaire les restes clairement identifiés d'un système de guidage sophistiqué pour un type spécifique de bombe larguée depuis des avions. Le type de bombe utilisé a la particularité d'être encastré dans une armature en acier dur qui lui permet de pénétrer les structures en béton pour exploser au contact du sol. Je pense que cela ressemble, à une plus petite échelle, aux bombes anti-bunker qui sont utilisées abondamment à Alep. D'après les informations que nous avons reçues, ce type de système de guidage est fabriqué par seulement deux entreprises au monde, alors que la bombe qui a été utilisée est fabriquée par une seule société. En outre, il est clair que ni le système de guidage, ni les bombes utilisées ne peuvent être acquis sur le marché noir. Ils ne sont vendus qu'entre gouvernements, et ce, à des prix très élevés. Nous avons un dicton en espagnol, selon lequel « les armes sont chargées par le diable », mais elles sont tirées par l'homme et la responsabilité incombe à la personne qui tire sur la gâchette ou appuie sur le bouton de lancement, ainsi qu'à la personne qui a facilité l'accès à l'arme.

Il va sans dire que les tentatives d'expliquer ce qui s'est passé ont déjà commencé. On a allégué qu'il s'agissait d'une erreur involontaire commise en raison de renseignements inexacts et on a ajouté que des enquêtes approfondies étaient en cours pour établir les faits. Je tiens à souligner que, dans cette affaire, nous parlons de deux erreurs involontaires, puisqu'il y a eu deux attaques. En outre, quelle précision faut-il pour commettre deux fois la même erreur contre le même centre communautaire! Je me demande si c'est le même type d'erreur qui a conduit l'organisation Médecins Sans Frontières à évacuer six hôpitaux au Yémen, en raison des attaques aériennes répétées qu'elle a subies et ce, en dépit du fait que les coordonnées géographiques de l'emplacement exact de ces hôpitaux avaient été communiquées et envoyées à toutes les parties concernées. Il semble que quelqu'un continue de commettre les mêmes erreurs. Dans ces cas, il a également été dit que des enquêtes approfondies seraient menées pour éclaircir les faits mais, jusqu'à présent, nous n'avons reçu absolument aucune information sur les auteurs de ces attaques ni sur ceux qui ont fourni les bombes qui ont été utilisées.

Il convient de noter que le Conseil n'a même pas été en mesure de publier un communiqué condamnant l'attaque atroce qui a été perpétrée le 8 octobre à Sanaa. Il semble que rien ne puisse faire bouger le Conseil.

Ni les excuses, ni les lamentations, que ce soit parce qu'une erreur a été faite ou parce qu'on affirme qu'on visait des terroristes, ne ramèneront à la vie les centaines d'enfants, de femmes et de personnes âgées qui gisent écrasées sous les ruines de Sanaa et d'Alep. L'Uruguay condamne toutes les attaques perpétrées contre des civils, que ce soit au Yémen, en Syrie, en Iraq ou ailleurs, et quelles qu'en soient les victimes. Nous ne pouvons pas condamner les attaques aériennes qui font des morts parmi les civils en Syrie et garder le silence

face à des attaques similaires au Yémen. La logique du deux poids, deux mesures n'a pas sa place ici, comme nous le rappelle fréquemment notre collègue Rafael Ramírez Carreño. Les auteurs de ces atrocités et leurs complices doivent répondre de leurs crimes.

Le temps est venu d'une cessation des hostilités et d'un retour à la table des négociations. Nous savons tous que ces conflits n'ont pas de solution militaire. La seule façon d'y mettre fin passe par des accords politiques négociés directement entre les parties.

Au risque de me répéter, je tiens à déclarer une fois de plus et avec toute ma conviction que la Colombie donne à voir au monde un modèle exemplaire de quête sans relâche de la paix. Cela dit, bien sûr, pour y parvenir, il faut une bonne dose de courage – pas seulement la vaillance superficielle que l'on montre en se frappant la poitrine et l'arrogance de brandir des armes, mais le profond courage de tendre la main à l'ennemi en tenant dans l'autre une branche d'olivier en signe de paix.

M. Rycroft (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie Ismail, Stephen et Muhannad de leurs exposés si éloquents. Ils accomplissent tous un travail vital sur cette question et, en tant que plume du Conseil de sécurité sur le Yémen, je tiens à dire à nouveau à la présente séance combien nous apprécions leurs efforts inlassables.

Comme ils l'ont tous souligné, l'ampleur considérable de la crise subie par le peuple yéménite signifie que nous ne pouvons pas relâcher notre action. Il s'agit d'une crise politique, d'une crise humanitaire, d'une crise où la violence n'aura tout simplement pas de fin. Par conséquent, les civils continuent de souffrir – plus de 21 millions de personnes ont besoin de secours humanitaires. Tel est le coût tragique du conflit en cours au Yémen.

Face à cela, nous savons tous ce qui doit être fait. Tout d'abord, la violence doit cesser. Il faut une cessation des hostilités, qui soit durable et véritable. Je suis fier que le Royaume-Uni ait aidé à obtenir un cessez-le-feu plus tôt ce mois-ci, mais il va sans dire que trois jours, ce n'est pas assez. Nous demandons donc aux parties de renouveler leur engagement et d'instaurer un cessez-le-feu immédiat et durable.

À l'appui de cet objectif, nous devons également nous assurer que le Comité de désescalade et de coordination dispose du soutien, de la formation et des ressources dont il a besoin. Le Comité est un mécanisme crucial pour renforcer la confiance et remédier aux violations. Si les parties yéménites veulent vraiment la paix, elles doivent pleinement collaborer avec lui.

Malheureusement, il n'y a pas eu le moindre signe de désescalade ces derniers temps. Pas plus tard que la semaine passée, un missile de longue portée a été tiré de Saada sur l'Arabie saoudite, apparemment sur l'aéroport international Roi Abdulaziz, au nord de Djedda. Cette attaque commise par les houthistes et les partisans de Saleh a constitué une provocation inacceptable. Tous les camps doivent faire preuve de retenue.

Nous avons été choqués et affligés par les terribles pertes en vies humaines qui ont résulté des frappes aériennes contre la salle funéraire de Sanaa plus tôt ce mois-ci. Nous avons immédiatement exprimé, au niveau ministériel, notre profonde préoccupation au Gouvernement saoudien. Plus de 140 personnes sont mortes ce jour-là. Elbio vient d'en parler de façon émouvante, et je partage sa déception et son regret que le Conseil de sécurité n'ait pas réussi à s'entendre sur le projet de communiqué de presse que le Royaume-Uni avait fait distribuer et qui condamnait l'attaque dans les termes les plus forts.

Malgré cet échec, le Royaume-Uni affirme sans ambiguïté que les responsables de cette attaque doivent rendre des comptes. Le lancement d'une enquête préliminaire par l'équipe conjointe d'évaluation des incidents de la coalition est un pas encourageant en ce sens.

Mettre fin à la violence n'est que la première étape, et ce ne sera même pas assez pour aider les populations qui ont besoin d'aide au Yémen. Quels que soient les progrès enregistrés en ce qui concerne le cessez-le-feu, nous devons agir de manière concertée pour améliorer sensiblement la situation humanitaire. À l'Assemblée générale, le mois dernier, une manifestation organisée par le Royaume-Uni a permis de lever 100 millions de dollars pour le Yémen; le Royaume-Uni a lui-même versé la moitié de cette somme. La communauté internationale et les organismes des Nations Unies ont également pris l'engagement d'accentuer leur réponse. Néanmoins, l'argent seul n'est jamais suffisant. Il vaut bien peu, à vrai dire, lorsque les secours ne peuvent pas passer. Nous devons donc appeler toutes les parties à faire tout leur possible pour améliorer l'accès humanitaire, de sorte que nous puissions contribuer à atténuer la souffrance des millions de personnes qui sont dans le besoin.

En dernière instance, pour que tout cela – la cessation des hostilités et l'accès humanitaire – soit

viable, il nous faut la stabilité qui ne peut découler que d'un processus politique, et qui requiert un compromis entre les parties. Nous nous réjouissons donc qu'Ismail ait présenté le plan d'étapes aux parties yéménites; ce plan énonce la manière dont le compromis peut-être obtenu et montre clairement les mesures que les parties doivent prendre au niveau politique et en termes de sécurité pour parvenir à un règlement pacifique.

Si la marche à suivre sur le plan politique est à présent plus claire, cela reste toutefois une voie qu'il faut emprunter jusqu'au bout. Nous sommes déçus que les houthistes et Saleh n'adhèrent toujours pas au plan de sécurité de Sanaa, au mépris de la résolution 2216 (2015), et que le Président Hadi Mansour rejette publiquement le plan d'étapes. Nous espérons qu'il en prendra maintenant bonne note et l'appliquera de bonne foi. De fait, nous engageons toutes les parties à collaborer de bonne foi avec l'Envoyé spécial et à reprendre les négociations sur la base du plan d'étapes et dans un esprit de compromis.

Lorsqu'elles le feront, l'Envoyé spécial aura le plein appui du Royaume-Uni dans ses efforts pour réunir les parties. Nous prenons acte des demandes d'appui qu'il vient d'adresser au Conseil de sécurité et, en tant que plume, nous continuerons d'œuvrer à l'élaboration d'un projet de résolution du Conseil de sécurité appelant toutes les parties à prendre quatre mesures : premièrement, cesser de nouveau les hostilité, sans délai; deuxièmement, reprendre les négociations sur la base du plan d'étapes; troisièmement, appliquer le principe de responsabilité aux violations présumées du droit international humanitaire; et, quatrièmement, garantir à l'aide humanitaire un accès sans entrave.

Nous nous engageons à continuer de travailler avec nos partenaires sur cette résolution pour appuyer l'Envoyé spécial et tous ses efforts en ce qui concerne le plan d'étapes et la cessation des hostilités, et, en fin de compte, l'instauration de la paix au Yémen.

M. Bessho (Japon) (*parle en anglais*) : Je tiens à exprimer ma gratitude à l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, au Secrétaire général adjoint Stephen O'Brien et à M. Muhannad Hadi, du Programme alimentaire mondial (PAM), pour les exposés complets qu'ils ont donnés aujourd'hui. La situation est désastreuse sur le terrain.

Je me concentrerai sur la situation humanitaire au Yémen, que M. O'Brien et M. Hadi nous ont décrite de façon frappante. Les civils sont les victimes tragiques de l'échec à mettre fin aux combats et à trouver un accord politique. Le Japon salue l'ONU et tous les travailleurs humanitaires au Yémen pour les efforts qu'ils déploient inlassablement dans des circonstances extrêmement difficiles.

Le Secrétaire général adjoint O'Brien nous a fait savoir aujourd'hui que 80 % des Yéménites avaient besoin de secours humanitaires de base, ce qui souligne la gravité de cette crise. Il nous a également indiqué que la proportion pourrait encore s'accroître. Avec d'autres partenaires internationaux, le Japon fournit un appui pour aider à satisfaire ces besoins fondamentaux. Nous avons annoncé notre engagement renouvelé à mettre des fonds à la disposition de l'ONU et d'autres organismes internationaux pour intensifier les opérations au Yémen. La sécurité alimentaire, la santé et l'éducation sont des domaines prioritaires.

L'effondrement des services publics et la détérioration de l'économie n'ont fait qu'aggraver encore une situation humanitaire déjà catastrophique. Les représentants du Bureau de la coordination des affaires humanitaire et du PAM nous ont décrit aujourd'hui les graves problèmes humanitaires causés par la destruction des infrastructures sociales. Nous sommes également préoccupés par les derniers événements concernant la Banque centrale et son transfert de Sanaa à Aden. Le Japon demande au Gouvernement yéménite d'éviter de prendre des mesures susceptibles d'avoir des répercussions sur les activités des banques commerciales et souligne qu'il importe que la Banque centrale serve les intérêts de tous les Yéménites.

Une cessation des activités militaires est essentielle si l'on veut trouver des solutions fondamentales aux crises humanitaire et économique au Yémen. Dix-huit mois se sont déjà écoulés depuis le début de l'intensification des combats. La population yéménite souffre profondément et est épuisée par la persistance des frappes aériennes, des bombardements et des combats sur le terrain. Toutes les activités militaires, y compris les attaques en dehors des territoires yéménites, doivent cesser immédiatement.

M. Ould Cheikh Ahmed nous a informés aujourd'hui qu'il avait présenté au Gouvernement yéménite et à la délégation du Congrès général du peuple – organe houthiste – une feuille de route pour le Yémen portant sur des arrangements politiques et de sécurité. Cela pourrait aboutir à la mise en œuvre concrète des trois composantes fondamentales de la paix et de la stabilité au Yémen, à savoir l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe, les résultats de la Conférence de dialogue national et la résolution 2216

(2015). Le Japon se félicite du travail de l'Envoyé spécial sur la feuille de route.

Toutefois, on ne sait pas au juste si ce document est examiné avec sérieux par les parties yéménites. M. Ould Cheikh Ahmed nous a dit que le Président Hadi Mansour avait rejeté la feuille de route. Dans la déclaration publiée hier, le Congrès général du peuple – organe houthiste – s'est plaint que la feuille de route ne contenait pas des éléments essentiels de la solution. Bien que des incertitudes persistent, le moment est venu pour les parties de prendre leur place à la table des négociations et de reprendre immédiatement les consultations directes. Les parties doivent entreprendre des négociations de bonne foi, sous la médiation de l'Organisation des Nations Unies, pour parvenir à un accord.

Maintenant que M. Ould Cheikh Ahmed a présenté la feuille de route, il peut y avoir une chance de faire avancer le processus politique. Quelle doit être la mesure suivante du Conseil de sécurité? Je pense qu'il doit envoyer un message ferme et unifié aux parties. Premièrement, le Conseil doit engager les parties à reprendre immédiatement les négociations, à respecter la cessation des hostilités et à permettre et faciliter un accès humanitaire sans entrave et soutenu. Le groupe des 18 et certains États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont une influence sur les parties, mais le Conseil doit également jouer un rôle volontariste. De façon tout aussi importante, nous devons veiller à ce que les négociations soient fructueuses. L'adoption d'une résolution constitue la mesure traditionnelle de base pour garantir la mise en œuvre, mais une voie possible est que le Président du Conseil présente notre message unifié au début des négociations.

Nous sommes maintenant à un tournant critique pour l'avenir du Yémen, et je tiens à prier l'Envoyé spécial, M. Ould Cheikh Ahmed, de redoubler d'efforts. Nous encourageons fermement la convocation d'une nouvelle série de négociations. En outre, les communications directes entre l'Envoyé spécial et les parties prenantes clefs, y compris le Président Hadi Mansour, Abdul-Malik Al-Houthi et Ali Abdullah Saleh, sont cruciales pour faire avancer le processus politique. Je souhaite être informé par M. Ould Cheikh Ahmed des résultats des réunions avec ces personnalités au cours de la prochaine séance d'information. Le Japon continuera de soutenir les efforts de M. Ould Cheikh Ahmed.

M. Aboulatta (Égypte) (*parle en arabe*) : Je vous félicite, Monsieur le Président ainsi que la délégation russe, du succès de votre présidence du Conseil de sécurité au mois d'octobre.

D'entrée de jeu, s'agissant de la question du Yémen, je tiens à souligner les aspects que l'Égypte, le membre arabe du Conseil, considère comme des lignes rouges qui ne doivent être franchies ou enfreintes sous aucune condition ni pour aucune raison.

Premièrement, l'Égypte estime que le Gouvernement du Président du Yémen, M. Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, est le seul Gouvernement légitime au Yémen. C'est le seul Gouvernement reconnu par l'Égypte et d'autres membres de la communauté internationale. L'Égypte ne peut pas reconnaître l'existence d'une entité, quelle qu'elle soit, qui essaie de s'approprier les pouvoirs du Gouvernement, qu'elle prenne le nom de conseil révolutionnaire ou de conseil politique suprême ou tout autre nom. Nous appuyons toute forme de règlement convenu par les parties yéménites qui garantisse la participation complète et générale de tous les secteurs de la société yéménite.

Deuxièmement, l'Égypte ne peut accepter sous aucune condition la moindre menace à la liberté de navigation dans le détroit de Bab-el-Mandeb et dans la mer Rouge. La protection de la liberté de navigation est vitale pour l'Égypte et pour le commerce et les transports internationaux. C'est là le pilier de notre sécurité nationale égyptienne et arabe.

Troisièmement, l'Égypte ne peut accepter sous aucun prétexte la persistance des attaques contre la sécurité de l'Arabie saoudite, y compris les tirs de missile balistique contre des centres civils en Arabie saoudite et les violations de la sécurité de ses frontières. La sécurité des États du Golfe et du monde arabe fait partie intégrante de la sécurité de l'Égypte. À cet égard, nous condamnons vigoureusement l'attaque des houthistes contre La Mecque, un précédent inadmissible. Nous ne saurions passer sous silence cette violation du caractère sacré des lieux saints et ce mépris pour des civils innocents et pour les sentiments des musulmans du monde entier.

Ayant réaffirmé ces principes, je tiens à évoquer l'avenir de la crise et son règlement.

Premièrement, l'Égypte est convaincue qu'il n'y a d'autre solution qu'un règlement politique à la crise yéménite. Tout nouveau délai pour parvenir à un tel règlement n'aboutira qu'à davantage de meurtres, de souffrances humanitaires et de destruction. À cet égard, l'Égypte fait l'éloge et se félicite des efforts déployés

par l'Organisation des Nations Unies ce dernier mois. Nous encourageons toutes les parties à s'engager sérieusement dans tous les efforts visant à parvenir à un règlement au Yémen, fondé sur les résolutions et déclarations pertinentes du Conseil de sécurité. Ces textes demandent que le Gouvernement légitime soit rétabli; que les houthistes se retirent des villes et qu'ils remettent leurs armes lourdes et de taille moyenne; et que des institutions politiques sans exclusive soient rétablies.

Deuxièmement, un accord de cessation des hostilités faisant partie du règlement politique est d'une importance vitale, compte tenu de la souffrance persistante des Yéménites, quelle que soit leur affiliation politique, des graves besoins humanitaires et de la nécessité de garantir l'accès de l'aide humanitaire dans toutes les parties du Yémen. C'est une priorité pour l'Égypte et pour la communauté internationale.

Enfin, l'Égypte continuera de soutenir pleinement les efforts de l'Organisation des Nations Unies et de l'Envoyé spécial pour parvenir à un règlement de la tragédie au Yémen.

M. van Bohemen (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed; le Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien; et le Directeur régional du Programme alimentaire mondial, M. Muhannad Hadi, de leurs exposés, de leur travail et de leur appui au Yémen et à sa population.

Voilà maintenant plus d'un an et demi que les forces houthistes ont tenté de prendre le contrôle du Gouvernement au Yémen, provoquant l'effondrement de la transition politique et le déclenchement du conflit actuel. Il est désormais manifeste qu'aucune des parties ne parviendra à ses fins par la force militaire.

Les personnes qui ont présenté des exposés aujourd'hui ont souligné à quel point la situation sur place est mauvaise. Ce qui est terrible, c'est que, comme nous le disons depuis le début, ce sont les civils qui payent le plus lourd tribut aux hostilités en cours. Plus de 10 000 personnes ont été tuées, et la plupart des Yéménites ont aujourd'hui besoin d'une assistance humanitaire.

Les images de plus de 370 000 enfants souffrant de grave malnutrition viennent nous rappeler la fragilité de l'approvisionnement alimentaire au Yémen. Bien que le mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies au Yémen joue un rôle essentiel pour gérer les importations de denrées alimentaires, le manque de capacités portuaires se traduit par d'importants retards pour les navires et une inflation supplémentaire des coûts des denrées et du carburant. Cette situation, exacerbée par un sérieux danger d'effondrement économique, menace de mettre des millions de Yéménites au bord de la famine.

L'effondrement du système de santé publique signifie par ailleurs que des millions de Yéménites n'ont pas accès ne serait-ce qu'aux services médicaux de base. Cette crise médiale est aggravée par l'interdiction qui frappe les vols commerciaux à destination et en provenance de Sanaa, ce qui empêche des civils grièvement blessés d'obtenir des soins médicaux ailleurs. Nous demandons que cette interdiction soit levée immédiatement.

En outre, les deux camps ont régulièrement manqué à leur obligation de protéger les civils pris au piège du conflit. La frappe aérienne menée par la coalition pendant des funérailles à Sanaa le 8 octobre en est un exemple choquant. Cela n'en rend les informations de ce week-end à propos de frappes aériennes contre une prison contrôlée par les houthistes que plus inquiétantes. Des mesures s'imposent d'urgence pour garantir qu'il sera répondu de ces actes et faire en sorte que de tels incidents ne se reproduisent pas. Nous insistons une fois encore sur le fait que toutes les parties doivent pleinement respecter leurs obligations en vertu du droit international humanitaire.

Le conflit a créé un environnement dont les groupes terroristes comme Al-Qaida dans la péninsule arabique et l'État islamique d'Iraq et du Levant profitent pour étendre leur influence et leur portée. Les récentes attaques contre des navires marchands dans le détroit de Bab el-Mandeb ont démontré un peu plus que ce conflit donnait jour à d'autres menaces stratégiques.

En dernière instance, ce n'est qu'en mettant fin aux hostilités que nous pourrons rétablir la stabilité et mettre fin aux souffrances du peuple yéménite. Cela doit être notre objectif central et notre priorité la plus urgente. À cet égard, nous sommes profondément déçus par l'échec à prolonger le cessez-le-feu récemment négocié par l'Envoyé spécial des Nations Unies. Un cessez-le-feu durable est une mesure indispensable pour mettre le Yémen sur une trajectoire plus positive. Nous exhortons toutes les parties à accepter le plus rapidement possible un cessez-le-feu de longue durée.

Voilà un certain temps que nous semblons désespérément proches d'un accord sur la manière de mettre fin au conflit. Les éléments clefs d'un accord sont évidents depuis plusieurs mois, le principal point d'achoppement étant l'ordre dans lequel ils doivent s'enchaîner. Une feuille de route crédible détaillant les arrangements de sécurité et politiques à mettre en oeuvre pour faire cesser le conflit et reprendre une transition politique sans exclusive a été présentée aux parties. Nous sommes conscients que cette feuille de route requiert de toutes les parties des concessions difficiles, mais la rejeter purement et simplement est inacceptable.

La conséquence est que la prolongation de l'impasse sanglante actuelle n'apportera rien d'autre que de nouvelles souffrances pour le peuple yéménite et des problèmes à long terme pour le pays et la région. Nous demandons instamment aux dirigeants des deux camps de mettre les intérêts de la population au-dessus de tout et d'accepter cette feuille de route en tant que point de départ pour mettre fin à ce conflit tragique, en la mettant en oeuvre dans un esprit de souplesse et de compromis. L'histoire ne sera pas tendre avec ceux qui cherchent à retarder ou à faire dérailler ces efforts, et le Conseil ne doit pas l'être non plus.

Au cours des semaines à venir, le Conseil doit s'atteler à faire tout ce qu'il peut pour appuyer les efforts de l'Envoyé spécial et d'autres afin que cesse la violence. Il doit également faire clairement savoir aux parties yéménites que la communauté internationale attend d'elles qu'elles reprennent des négociations véritables en vue de mettre durablement fin au conflit, et qu'elle ne tolérera pas les saboteurs.

Pour notre part, nous sommes prêts à travailler avec les membres du Conseil à toute initiative qui pourrait s'avérer utile pour accentuer la pression sur les parties afin qu'elles résolvent ce conflit.

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : Tout d'abord, je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, des efforts et des contributions que vous faites à la présidence du Conseil pour faire avancer ses travaux. Je tiens aussi à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Ismail Ould Chekh Ahmed; le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Stephen O'Brien; et le Directeur régional du Programme alimentaire mondial, M. Muhannad Hadi, de leurs exposés.

À l'heure actuelle, la situation au Yémen demeure compliquée. Les pourparlers de paix sont dans l'impasse, le conflit se poursuit et la situation humanitaire s'aggrave. La Chine s'en inquiète et compatit aux souffrances de la population. Le dialogue politique est la seule manière de parvenir à une paix durable au Yémen. La Chine accueille donc favorablement les contacts que l'Envoyé spécial Ould Cheikh Ahmed déploie avec les parties intéressées et ses intenses efforts de médiation.

Étant donné les circonstances, la Chine continue de penser que les parties au conflit et la communauté internationale doivent rapidement prendre les mesures suivantes.

Premièrement, les parties au conflit doivent faire preuve de retenue et cesser les hostilités dès que possible afin de créer les conditions nécessaires à la reprise des pourparlers de paix et à l'amélioration de la situation humanitaire dans le pays.

Deuxièmement, il est impératif de continuer d'appuyer les efforts de médiation de l'Envoyé spécial Ould Cheikh Ahmed, afin de faire pression sur les parties et d'encourager la paix par la négociation.

Troisièmement, les parties aux pourparlers de paix doivent faire preuve de sincérité et de souplesse, aplanir leurs divergences grâce à la concertation, et s'attaquer de front à certaines questions délicates, notamment le retrait et le désarmement des éléments armés et la mise en place d'un gouvernement d'union nationale, de manière à parvenir à un règlement global qui réponde à la situation particulière du Yémen et aux préoccupations de toutes les parties.

Quatrièmement, les parties au conflit doivent prendre des mesures efficaces pour améliorer la situation humanitaire. Elles doivent respecter le droit international humanitaire et coopérer activement avec les efforts internationaux de secours. Nous espérons que, de leur côté, les membres de la communauté internationale uniront leurs forces pour alléger les souffrances du peuple yéménite.

M. Delattre (France) : Je voudrais commencer en remerciant nos trois intervenants, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, l'Envoyé spécial pour le Yémen, dont nous saluons les précieux et continus efforts; M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint pour les affaires humanitaires; et M. Muhannad Hadi du Programme alimentaire mondial, pour leurs exposés et leur engagement.

Comme nous venons de l'entendre, la situation humanitaire au Yémen est extrêmement grave. Plusieurs points nous inquiètent tout particulièrement.

Les attaques contre les populations civiles, d'abord. La France a fermement condamné l'attaque du 8 octobre dont le bilan s'élève, selon les Nations Unies, à 140 morts et de nombreux blessés. Nous ne pourrons jamais assez insister sur le caractère essentiel du respect, par toutes les parties, du droit international humanitaire.

La dégradation très inquiétante de la situation sanitaire, ensuite. Le système de santé au Yémen est presque complétement détruit et les Yéménites n'ont plus accès aux services de santé de base. Plus de 19 millions de personnes, soit près de 80 % de la population, ont à ce jour un accès difficile à de l'eau potable et à une hygiène de base. Dans ces circonstances, la découverte de cas de choléra – avec 6 décès, 61 cas confirmés à ce jour et plus d'un millier de personnes potentiellement contaminées – est particulièrement inquiétante et montre à quel point la situation s'est dégradée.

Le bilan dressé par le Programme alimentaire mondial indique qu'une partie de la population est au bord de la famine. Aucune amélioration significative n'a pu être enregistrée depuis des mois, en particulier dans les régions les plus affectées par le conflit, et aujourd'hui 14 millions de Yéménites – soit plus de la moitié de la population – sont en situation d'insécurité alimentaire et 7 millions d'entre eux sont en situation d'urgence alimentaire. Les taux de malnutrition ont, eux aussi, atteint un seuil alarmant.

La survie de millions de Yéménites dépend aujourd'hui de l'acheminement sans entrave ni délai de l'aide humanitaire et du rétablissement des services indispensables à la vie. Plus que jamais, les parties doivent assurer un accès humanitaire complet, sûr, permanent et sans entrave aux acteurs humanitaires conformément à leurs obligations internationales. Elles doivent faciliter et garantir, en particulier, le travail, sur le terrain du Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies.

Dans ces circonstances tragiques, les récents développements militaires sont inacceptables et c'est avec une grande préoccupation que nous avons dû constater que la trêve de 72 heures de la semaine dernière n'a non seulement pas été pleinement respectée mais n'a pas non plus été renouvelée. Les attaques contre des navires en mer Rouge et contre le territoire saoudien doivent cesser. Il est essentiel de déterminer précisément auprès de quels pays les houthistes se fournissent en armes.

Nous appelons à nouveau les parties à s'engager en vue d'une nouvelle cessation immédiate des hostilités, qui apporte un répit aux populations locales et permette de reprendre le processus de négociation, et à respecter ce cessez-le-feu.

Comme nous avons eu l'occasion de le rappeler à chaque reprise, seule une solution politique permettra de mettre un terme à ce conflit. Nous déplorons vivement le rejet par les parties du plan de paix proposé par l'Envoyé spécial.

Nous nous tenons prêts au Conseil de sécurité à examiner comment exercer une pression sur les parties yéménites au conflit pour qu'elles prennent leurs responsabilités. La population yéménite endure des souffrances insupportables. Chaque partie doit faire les concessions nécessaires et mettre ses intérêts particuliers de côté. Chaque partie doit pouvoir s'engager sur une feuille de route pour la paix, et sur sa mise en œuvre. Les principaux paramètres du règlement sont bien connus de tous. Ils ont fait l'objet de consultations approfondies pendant plusieurs mois, à Koweït, à New York et ces derniers jours à Riyad et Sanaa.

Il est essentiel que la communauté internationale, notamment les puissances régionales, soutienne ce processus et n'alimente pas le risque d'escalade. Nous réitérons notre plein soutien aux efforts inlassables de l'Envoyé spécial et à sa feuille de route. Son engagement et sa détermination pour ramener les parties à un accord sont remarquables et doivent être encouragés.

Plus le conflit s'enlise, plus les conséquences à long terme seront difficiles à surmonter. Plus la situation humanitaire se dégrade, plus les besoins en reconstruction seront importants. Plus l'instabilité persiste dans le pays et empêche le Gouvernement légitime d'exercer le contrôle qu'il devrait exercer, plus le risque terroriste augmente, représentant une menace pour le Yémen, mais aussi, nous le savons, pour le monde entier.

En conclusion, qu'il me soit permis de souligner une fois de plus notre soutien aux efforts de l'Envoyé spécial, qui ne ménage ni son énergie ni son temps, pour obtenir l'engagement des parties pour le rétablissement de la paix et de la stabilité au Yémen. Nous lui accordons notre entière confiance pour trouver les propositions finales qui permettront de parvenir à un accord.

À titre national, nous restons pleinement mobilisés à ses côtés, et saisissons chaque occasion de dialoguer avec nos partenaires dans la région pour plaider la fin des hostilités et un règlement de paix au Yémen.

Montrons ensemble que l'unité du Conseil est possible pour parvenir à un règlement de cette crise, sous l'égide des Nations Unies. Nous en avons la responsabilité et si nous unissons nos efforts, nous en avons aussi les moyens.

Mme Power (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie l'Envoyé spécial, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, et le Directeur régional du Programme alimentaire mondial, M. Hadi, pour leurs exposés. Je remercie tout particulièrement M. Hadi pour le témoignage qu'il a porté au nom des Yéménites dont les voix, comme nous le savons tous, sont trop rarement entendues dans ce conflit.

Récemment, un père de quatre enfants à Sanaa aurait demandé à ses filles de poster sur Facebook leurs sentiments sur cette guerre. Kholud, 15 ans écrit : « Nous, les enfants du Yémen, voulons réaliser nos aspirations, étudier et jouer et atteindre nos objectifs ». C'est ce que l'on peut attendre de presque tous les enfants de l'âge de Kholud, mais elle continue en disant : « Nous nous endormons dans la peur, nous nous réveillons dans la peur et sortons de chez nous dans la peur. » Sa sœur cadette, Asma, 14 ans, écrit : « Nous craignons une catastrophe, car nous souffrons quand une personne en tue d'autres, des mères, des pères et des enfants. Et leur plus jeune sœur, Haneen, 12 ans, signale que « tous les jours, les bruits se font de plus en plus forts à côté de nous. »

Bien que nous n'entendions pas assez ces voix, que ce soit ici au Conseil ou dans les médias régionaux ou internationaux, lorsque des communications nous parviennent de personnes sur le terrain, des personnes comme Kholud, Asma et Haneen, leurs récits sont assez cohérents. Elles réclament ou supplient qu'il soit mis fin à leurs souffrances. Nous, membres du Conseil de sécurité, devons en exiger tout autant, et le faire d'une seule voix. Les parties doivent mettre un terme à l'escalade de leurs attaques. Elles doivent, enfin, s'engager en faveur de la paix, et nous devons faire des progrès immédiats sur trois fronts : une cessation immédiate des hostilités, une augmentation de l'aide humanitaire – ce que nous n'avons pas vu depuis toute la durée du conflit au Yémen – et une reprise rapide des pourparlers politiques.

Dans un premier temps, les États-Unis appellent les parties à se réengager immédiatement à cesser les hostilités, ce qui signifie l'arrêt de toutes les actions militaires sur le terrain, dans les airs et en mer, ainsi que l'arrêt des bombardements et la fin des frappes aériennes. Une cessation durable des hostilités est nécessaire pour donner à l'Envoyé spécial l'espace dont il a besoin pour mettre les parties sur la voie d'une solution politique au conflit.

Très peu de bonnes nouvelles nous parviennent du Yémen, si ce n'est que nous avons vu que les parties peuvent réduire la violence au Yémen lorsqu'elles manifestent la volonté de le faire. En dépit de toutes les préoccupations que nous avons tous sur le commandement et le contrôle, d'avril à août de cette année, la cessation des hostilités a conduit à une baisse significative des frappes aériennes et de la violence, et donc, des souffrances sur le terrain. Je ne pense pas que nous puissions en surestimer le succès – la cessation des hostilités était loin d'être parfaite, mais elle a permis aux civils d'avoir un peu de répit et a créé un environnement propice à la poursuite des pourparlers. Nous devons revenir là où nous étions lorsque les hostilités ont cessé et améliorer encore la situation.

Mais depuis la fin des pourparlers au Koweït il y a près de trois mois, les parties ont intensifiés leurs attaques. Vendredi dernier, les forces loyales aux houthistes et à l'ancien Président Ali Abdullah Saleh auraient lancé un missile en direction de La Mecque et de Djedda, une attaque au missile parmi beaucoup d'autres que les États-Unis condamnent dans les termes les plus vifs. Ces attaques contre le territoire saoudien sont une tentative manifeste de faire dérailler le processus politique. Elles doivent cesser. Comme nous l'avons déjà souligné, tous les pays ont le droit de se défendre, et les États-Unis restent pleinement attachés à la sécurité de l'Arabie saoudite.

Il incombe aussi à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite et aux forces du Gouvernement yéménite d'éviter une escalade de la violence et de s'engager à cesser les hostilités. Après 19 mois de combats, il est clair qu'aucune solution militaire ne mettra un terme à ce conflit. Ceux qui croient qu'une intensification des pressions militaires renforcera leur position lors des négociations politiques ne voient-ils pas que ces 19 mois passés montrent qu'il n'en sera rien? À ce stade, l'intensification des pressions militaires et le lancement de nouvelles opérations ne feront que prolonger des souffrances inutiles. Plus le conflit

s'enlise, plus Al-Qaida dans la péninsule arabique usera de ce vide pour étendre sa présence et lancer de nouvelles offensives.

Les frappes aériennes contre des écoles, des hôpitaux et autres sites civils doivent cesser. Très souvent, ces frappes ont endommagé des infrastructures essentielles à l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen. Les États-Unis condamnent vivement la frappe aérienne contre une cérémonie funèbre à Sanaa au début du mois, qui a fait 140 morts et 600 blessés. La coalition en a accepté la responsabilité, et nous attendons avec intérêt le résultat de son enquête, y compris les mesures concrètes prises pour en établir la pleine responsabilité, compenser les victimes et veiller à ce que cela ne se reproduise pas. Les États-Unis tiennent à rappeler que la coalition doit prendre toutes les mesures possibles pour minimiser le nombre de victimes civiles et vérifier que ses cibles ne sont pas sur une liste de sites à ne pas attaquer.

Nous condamnons également avec fermeté les forces houthistes et pro-Saleh pour leurs attaques transfrontalières en Arabie saoudite et pour le bombardement de zones habitées, en particulier dans Taiz. Le 4 octobre, l'ONU a signalé qu'il y avait eu des tirs d'artillerie dans le centre de Taiz. Au moins 10 civils ont été tués, dont six enfants, et 17 autres blessés. Le nombre de morts parmi les civils montre une nouvelle fois que les parties doivent s'engager à appuyer la cessation des hostilités.

Cela m'amène à mon deuxième point, à savoir la nécessité de mener une action humanitaire d'une toute autre ampleur. Les chiffres donnés par le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, et par M. Hadi ont montré de quelle façon le problème s'aggrave. Prenons un seul exemple : le nombre d'enfants qui souffrent de malnutrition aiguë sévère a augmenté depuis l'année dernière, passant de 320 000 à 370 000. La malnutrition aiguë sévère signifie une chose : si ces enfants ne suivent pas immédiatement un traitement médical, il est probable qu'ils mourront. Réfléchissons-y un instant. Des centaines de milliers d'enfants – des nourrissons et des bébés dans de nombreux cas – sont sur le point de mourir non pas à cause de bombes ou d'obus, mais simplement parce qu'ils ne peuvent pas obtenir un simple traitement de suppléments nutritionnels. Des millions d'autres sont menacés.

Nous devons donc nous concentrer sur ce que nous pouvons faire. Tous les États membres doivent exiger ici, à l'ONU, et dans le cadre de leurs relations et conversations bilatérales que les parties autorisent un accès humanitaire total et sans entrave. Cela signifie que les autorités sur le terrain doivent approuver les plans de distribution de l'aide de l'ONU et laisser les convois franchir les points de contrôle. Cela veut également dire que les routes, les ponts et les ports essentiels pour acheminer l'aide doivent être protégés contre les combats. Le mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies a contribué à faciliter les importations d'aliments de base et de médicaments au Yémen et, comme l'a indiqué M. O'Brien, il mérite notre appui soutenu et la pleine coopération des parties.

D'autres mesures doivent également être prises. Les parties doivent rouvrir l'aéroport de Sanaa aux vols commerciaux afin que les Yéménites très gravement blessés puissent partir et que les Yéménites bloqués à l'étranger qui souhaitent revenir puissent rentrer chez eux. Quand du carburant et des médicaments arrivent au Yémen, les parties doivent laisser ces biens être acheminés dans des hôpitaux partout dans le pays. Les grues dans le port d'Al-Hudayah doivent être réparées et les parties doivent faciliter les plans de l'ONU visant à les réparer afin de rétablir les capacités d'un port qui a longtemps été essentiel et représente le point d'entrée de nombreux biens.

Dans le même temps, il faut insister sur le fait que, peu importe le montant de l'aide apportée, celui-ci ne saurait combler le vide laissé par l'effondrement de l'économie yéménite. C'est pourquoi nous sommes préoccupés par les conséquences de la décision du Gouvernement yéménite de transférer ailleurs la banque centrale. Nous demandons au Gouvernement de continuer de verser les salaires dans tout le pays. Ces salaires sont une des rares sources de revenus qu'ont encore de nombreuses familles yéménites. J'ai été frappée par ce qu'a dit M. Hadi, à savoir que, souvent, une petite somme d'argent est tout ce dont a besoin une mère pour se rendre d'un endroit du pays à un autre où un supplément nutritionnel est disponible. Quand on retire les salaires, on prive les personnes d'une source de revenus indispensable, et les nourrissons et les enfants ont plus de risques de mourir d'inanition.

Mon troisième et dernier point est qu'une solution politique s'impose d'urgence. L'Envoyé spécial a présenté aux deux parties une feuille de route crédible et équilibrée en vue de mettre fin au conflit ainsi que le plan de sécurité pour Sanaa. La feuille de route répond aux préoccupations du Gouvernement yéménite concernant les retraits échelonnés des villes

clefs que sont Sanaa, Taiz et Al-Hudayah et à celles des houthistes et du Congrès populaire général au sujet de la transition au niveau de l'autorité exécutive. La feuille de route sert de point de départ à des négociations. Il ne s'agit d'une proposition à prendre ou à laisser. Pour les parties, ce n'est pas le moment de tergiverser, d'essayer de gagner du temps ou d'ajouter de nouvelles conditions. Les parties doivent se concerter immédiatement avec l'Envoyé spécial pour parvenir à régler les détails d'un accord final. Bien entendu, pour progresser au moyen de la feuille de route, les parties yéménites devront faire des compromis, ce qui n'est pas leur point fort. Il est plus que temps qu'elles le fassent. Les Yéménites ne peuvent se permettre que les parties continuent d'agir en s'imaginant qu'elles remporteront une victoire totale. Cela n'arrivera pas.

Enfin, j'ai mentionné plus tôt le problème de la malnutrition aiguë sévère, joignant ma voix à de nombreuses autres autour de cette table. Un récent documentaire de la BBC intitulé *Starving Yemen* a décrit un tel cas, celui d'un enfant qui commence à marcher appelé Abdelrahman, né au début du conflit. Abdelrahman est un petit enfant de 18 mois mais pèse maintenant autant qu'un nourrisson de six mois. Il souffre également d'intolérance au lactose et a besoin d'un lait en poudre qui pouvait être obtenu un peu partout avant le conflit, mais sa famille ne peut maintenant trouver nulle part ce lait en poudre particulier. Dans le documentaire, regardant Abdelrahman, sa mère finit par fondre en larmes et dit : « Je suis en train de perdre mon fils, et je peux rien faire. J'ai vu des enfants comme lui à la télévision. Ils meurent ».

Au dernier moment, un médecin particulièrement déterminé parvient à trouver une quantité de lait en poudre qui permettra de maintenir Abdelrahman en vie pendant à peine trois mois. Mais réfléchissons de nouveau au fait que plus de 370 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère, comme Abdelrahman, et qu'autant de mères à leur chevet ont vu des enfants comme eux à la télévision mais n'avaient jamais imaginé qu'elles tiendraient un de ces enfants dans les bras. L'Envoyé spécial propose un moyen de mettre fin aux combats. Le sort des enfants tels que Abdelrahman doit contraindre les parties à négocier et à cesser immédiatement les hostilités. Et nous, les membres du Conseil, devons l'exiger d'une même voix.

M. Ciss (Sénégal) : Le Sénégal vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le présent débat public. Ma délégation voudrait remercier M. Ould Cheikh Ahmed, M. O'Brien et M. Muhannad Hadi pour les informations et la description poignante qu'ils nous ont fournies de la situation au Yémen. Leur action combinée sur le terrain permet de maintenir l'espoir d'une cessation des hostilités, d'un accès plus fluide à l'assistance humanitaire et, à terme, d'une solution politique.

Le Sénégal regrette la détérioration de la situation dans le pays et les pertes en vies humaines innombrables, y compris celles survenues le 8 octobre à cause des frappes qui ont touché une cérémonie funéraire. Je voudrais rappeler à toutes les parties au conflit, y compris les houthistes et leurs alliés, leurs obligations de protection des civils en vertu du droit international humanitaire. Il faut permettre un accès humanitaire durable et sans conditions à toutes les personnes en ayant besoin. Nous voulons rappeler encore une fois que c'est la remise en cause de la légitimité du Gouvernement yéménite qui est à la base de cette crise. Voilà que le conflit déborde du terrain yéménite avec des tirs de missiles ce week-end contre le territoire saoudien, contre la ville de Djedda et les Lieux saints de La Mecque. Le Sénégal condamne fermement ces tirs et voudrait répéter avec l'Égypte qu'il s'agit là d'une ligne rouge à ne pas franchir.

Une solution politique est possible sur la base de négociations entre les parties tenant compte de l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et du Mécanisme de mise en œuvre et, naturellement, des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015).

Ma délégation voudrait souligner, pour la condamner, la présence de Daech et d'Al-Qaida au Yémen, quand on sait que les groupes terroristes sont les seuls à profiter de l'instabilité de pays en crise, aggravant ainsi la menace terroriste contre le monde entier. C'est pourquoi ma délégation invite les parties, notamment les houthistes et leurs alliés, à reprendre rapidement et de bonne foi les négociations et à faire preuve de réalisme et de confiance mutuelle pour mettre un terme à cette crise aux conséquences sécuritaires et humanitaires désastreuses.

À la communauté internationale, le Sénégal voudrait lancer un appel urgent à soutenir le plan d'action humanitaire pour le Yémen destiné à l'assistance humanitaire nécessaire à des millions de personnes. Dans le même ordre d'idées, le Sénégal encourage la poursuite des activités du mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies, en notant l'importance de la reprise des activités portuaires et

aéroportuaires afin de permettre l'acheminement de denrées de première nécessité, y compris le carburant, dont le Yémen a tant besoin.

M. O'Brien l'a dit dans sa présentation, il ne peut y avoir de solution humanitaire à cette crise yéménite. La solution ne peut qu'être politique. Le Sénégal, à l'instar des autres membres du Conseil de sécurité, renouvelle à l'Envoyé spécial son soutien pour aider à trouver rapidement cette solution politique.

M. Lucas (Angola) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je m'associe aux orateurs précédents pour vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que la délégation russe, d'avoir dirigé avec succès les travaux du Conseil de sécurité durant le mois d'octobre. Nous remercions l'Envoyé spécial Ismail Ould Cheikh Ahmed, le Secrétaire général adjoint Stephen O'Brien et le Directeur régional du Programme alimentaire mondial, M. Hadi, de leurs exposés et de leur dévouement envers le Yémen et son peuple.

Concernant le processus politique, nous félicitons M. Ould Cheikh Ahmed de tout mettre en oeuvre, en travaillant avec toutes les parties au conflit, pour définir les détails techniques d'un accord de paix et trouver un règlement politique à ce conflit dévastateur. La dernière feuille de route proposée pour une cessation des hostilités et la reprise du dialogue politique autour de l'avenir du pays est une option viable pour résoudre la crise yéménite et nous aimerions qu'elle soit acceptée par les parties belligérantes. Nous appelons les houthistes et les partisans de Saleh à mettre fin à leurs offensives militaires meurtrières et nous les encourageons à accepter les propositions de retirer leurs forces militaires de la capitale. Nous invitons en outre le Président Hadi Mansour à promouvoir un état d'esprit marqué par la souplesse et le compromis.

Néanmoins, il est très regrettable que le Président Hadi Mansour et les houthistes aient rejeté la feuille de route proposée sous prétexte qu'elle ne constitue pas une solution équilibrée. Le Président Hadi Mansour et les houthistes devraient être ouverts au compromis, tenir compte des effets destructeurs du conflit sur le peuple yéménite et de ses répercussions dangereuses sur toute la région, d'autant que les terroristes d'Al-Qaida exploitent la situation au profit de leurs sinistres desseins. Maintenir une position et des conditions inflexibles n'est pas le meilleur moyen de prendre part à des négociations constructives tendant à la cessation des hostilités.

Trop, c'est trop. Nous condamnons avec force la guerre par procuration que livrent au peuple yéménite les puissances régionales et autres, ainsi que les parties yéménites elles-mêmes. Malheureusement, certains pays qui s'enorgueillissent de compter parmi les premiers fournisseurs d'aide humanitaire aux victimes du conflit sont aussi les premiers fournisseurs d'armes et d'entraînement à ceux qui bombardent aveuglément les civils et qui prolongent la guerre dans le seul but de servir des objectifs stratégiques suspects, au mépris complet des intérêts fondamentaux du peuple yéménite.

Nous n'avons tous que trop conscience des effets dévastateurs que les combats ont eus sur la population civile du Yémen, ainsi que sur l'économie du pays. Les civils, notamment les enfants, continuent de payer le plus lourd tribut à ce conflit, d'autant que des infrastructures vitales, comme les écoles et les hôpitaux, sont bombardées et détruites. Les exposés du Secrétaire général adjoint O'Brien et du Directeur régional Hadi ont dépeint un tableau absolument insoutenable, marqué par une catastrophe aux dimensions incalculables.

Nous saisissons cette occasion pour appeler encore une fois les parties au conflit yéménite à agir en faveur d'une cessation permanente des hostilités et à s'abstenir de toute frappe aérienne, de combats terrestres et de bombardements, en particulier dans les zones peuplées. Il est impératif que les parties entament un dialogue constructif avec l'Envoyé spécial pour surmonter la méfiance mutuelle. La seule solution est un compromis politique, en mettant fin à l'ingérence extérieure dans le conflit.

Pour éviter d'aggraver encore la catastrophe humanitaire et économique, ce qui alimenterait les réseaux criminels et terroristes dans le pays et dans toute la région, toutes les parties prenantes politiques, ainsi que la communauté internationale et le Conseil de sécurité en particulier, sont appelés à s'acquitter de leurs responsabilités en redoublant d'efforts pour soutenir la médiation de l'Envoyé spécial qui vise à promouvoir des mesures de confiance propices à un contexte de négociation plus favorable.

M. Oyarzun Marchesi (Espagne) (*parle en espagnol*) : Avant tout, je souhaite féliciter la Fédération de Russie de la manière dont elle a dirigé les travaux du Conseil ce mois.

Après avoir écouté avec la plus grande attention les excellents exposés qui nous ont été présentés aujourd'hui, je voudrais revenir sur les paroles de l'Ambassadeur de

l'Angola, qui l'a très bien dit : « Trop, c'est trop ». Cela me semble tout à fait éloquent. La conclusion que j'ai tirée des exposés d'aujourd'hui, c'est que le Yémen fait face à un triple effondrement – humanitaire, politique et économico-financier.

Concernant l'effondrement humanitaire, nous avons entendu aujourd'hui tous les chiffres imaginables. Je tiens d'abord à rendre hommage aux 10 000 victimes, et je voudrais évoquer tout spécialement les épreuves de 10 millions d'enfants qui souffrent de malnutrition et dont nous risquons de perdre une génération entière. Cela m'amène à parler des énormes difficultés auxquelles nous sommes confrontés s'agissant de l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen. Je crois que c'est Samantha Power qui nous a demandé de tout faire pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen. Nous répondons à son appel et nous nous associons à elle pour lancer un appel à toutes les parties. Nous disposons aussi d'un plan humanitaire qui, malheureusement, n'est financé jusqu'ici qu'à 26 %.

La deuxième crise à laquelle est confronté le Yémen est celle de l'effondrement politique. Cet effondrement est politique parce que, d'un côté, la feuille de route a été rejetée, alors que c'est une feuille de route à notre avis raisonnable et équilibrée; et parce que, de l'autre côté, nous assistons à des attaques aveugles contre la population civile. À cet égard, je souscris aux paroles éloquentes de l'Ambassadeur de l'Uruguay. S'agissant de la feuille de route, M. Ould Cheikh Ahmed peut compter sur notre plein appui. Je sais qu'il repart dès maintenant pour tenter de parvenir à un accord autour de cette feuille de route, et il peut être assuré du soutien total de la délégation espagnole. Quant aux attaques aveugles contre la population civile, nous défendons évidemment l'idée que ces crimes ne peuvent pas rester impunis.

Le troisième effondrement qu'affronte le Yémen est un effondrement économico-financier. Avant d'arriver à la présente séance du Conseil, j'avais l'intention de demander à nos intervenants où en étaient les réserves de la Banque centrale. Eh bien, nos intervenants sont de telle qualité que je n'ai plus le moindre doute sur la situation économico-financière du Yémen : elle est critique. Les salaires ne vont bientôt plus être versés, ce qui va encore aggraver l'effondrement politique et l'effondrement humanitaire. Que se passera-t-il si les salaires ne sont pas payés? Le résultat sera catastrophique pour l'avenir du Yémen. Cela entraînera l'effondrement de l'administration et de toutes les institutions, et rendra le processus de reconstruction extrêmement difficile – presque impossible. Il en résulte qu'appuyer l'économie yéménite dans les circonstances actuelles est absolument crucial.

Quel est le message que je voudrais transmettre aux membres du Conseil? Il est très simple. J'ai écouté avec la plus grande attention l'Ambassadeur du Royaume-Uni, qui a esquissé avec beaucoup de clarté les éléments d'un projet de résolution dont je suis convaincu qu'il réussira à changer la situation au Yémen. Les éléments de ce projet de résolution sont les suivants : premièrement, cessation immédiate des hostilités – il est évident qu'une solution militaire ne réglera pas la situation au Yémen; deuxièmement, reprise des négociations – et je renouvelle notre appui à l'Envoyé spécial; troisièmement, établissement des responsabilités s'agissant des violations du droit international humanitaire; et, quatrièmement, accès sans entrave de l'aide humanitaire. Je voudrais terminer sur une note positive, en faisant écho à ce que l'Ambassadeur français a dit très clairement, à savoir qu'il est possible de parvenir à un consensus au Yémen. Nous en sommes convaincus. Rallions-nous autour du projet de résolution déposé par le Royaume-Uni pour changer véritablement cette situation qui est aujourd'hui désespérée.

Mme Adnin (Malaisie) (*parle en anglais*) : Ma délégation voudrait remercier très sincèrement M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen; M. Stephen O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence; et M. Muhannad Hadi, du Programme alimentaire mondial, de leurs exposés.

La Malaisie est vivement préoccupée par le tableau fort sombre qui a été brossé de la situation sur le terrain, caractérisée par l'escalade de la violence, des attaques contre les civils et les infrastructures civiles, la menace de la famine, l'effondrement du système de santé et la menace d'une épidémie de choléra. Contrairement à d'autres crises dans la région, la crise humanitaire au Yémen continue malheureusement de passer largement inaperçue. La semaine dernière, lors d'une manifestation parallèle sur le Yémen organisée à l'Organisation des Nations Unies, on nous a montré un documentaire de la BBC sur la menace de famine qui pèse sur le pays. Alors que la communauté internationale a concentré son attention sur les personnes tuées suite aux combats qui se poursuivent, nous avons négligé, dans une grande mesure, les personnes qui meurent peu à peu mais de

façon généralisée à cause de la famine et de l'absence d'un traitement médical. Les mères n'ont pas d'autre choix que de voir leurs enfants et bébés dépérir sous leurs yeux faute de lait, de nourriture et de médicaments. Amener leurs enfants à l'hôpital ne permet guère d'améliorer la situation en raison de l'effondrement du système de santé national et d'un manque cruel de nourriture, de carburant et de médicaments. Cette situation est tout simplement inacceptable.

Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, 14 millions de personnes – un chiffre choquant – au Yémen souffrent de faim et de malnutrition, plus de 3 millions de personnes ont été forcées de quitter leurs foyers et 21 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire. Nous appelons toutes les parties à se mettre d'accord sur un cessez-le-feu durable et permanent à même de faciliter l'acheminement des vivres, du carburant et des fournitures médicales dont le pays a désespérément besoin. Nous exhortons également les parties à autoriser les avions commerciaux à utiliser l'espace aérien yéménite et à évacuer ceux qui ont besoin d'un traitement médical d'urgence. Nous nous joignons aux autres orateurs pour condamner toutes les attaques qui visent des civils et des infrastructures civiles au Yémen, y compris les attaques qui ont récemment visé un marché, un puits et une cérémonie funéraire. Nous condamnons également les attaques perpétrées par les milices houthistes qui visent le territoire saoudien, en particulier l'attaque qui a récemment pris pour cible la ville sainte de La Mecque.

Nous appuyons les appels lancés par le Secrétaire général en faveur d'enquêtes exhaustives et indépendantes sur les violations flagrantes du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme pour veiller à ce que justice soit faite et pour garantir l'application du principe de responsabilité.

En raison de la persistance du conflit, le nombre d'enfants recrutés par les parties au conflit a aussi considérablement augmenté. À l'heure actuelle, environ 2 millions d'enfants ne vont plus à l'école du fait des combats et de l'insécurité qui perdurent et sont privés de leur droit à l'éducation. Cette situation est exploitée par des milices qui vont de village en village pour recruter des enfants. Certains estiment que les enfants représentent au moins un tiers des effectifs des groupes armés. Nombre d'entre eux gardent des points de contrôle, mais des enfants participent aussi aux combats en première ligne. La Malaisie exhorte toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations découlant du droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Toutes les parties doivent tout mettre en œuvre pour protéger les enfants, les civils et les biens civils et pour garantir immédiatement un accès humanitaire sans entrave.

Suite à l'échec des pourparlers au Koweït, les parties au conflit au Yémen semblent s'éloigner de plus en plus des pas prometteurs qu'ils avaient faits en direction de la paix il y a quelques mois. Comme nous avons pu le constater, la dernière cessation des hostilités n'a nullement permis de remédier à la catastrophe humanitaire au Yémen. Nous souscrivons pleinement à l'analyse du Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, selon laquelle la meilleure aide humanitaire est de mettre fin au conflit. La Malaisie reprend à son compte l'opinion de la communauté internationale, à savoir qu'il ne saurait y avoir de solution militaire à ce conflit. Toutefois, il faut que les parties au conflit elles-mêmes soient convaincues de la nécessité de parvenir à une solution politique. Des violences prolongées ne bénéficieront à aucune des parties. Les groupes terroristes ne feront qu'exploiter ces violences, ce qui conduira à la détérioration d'une situation humanitaire déjà catastrophique.

Le règlement pacifique du conflit au Yémen repose sur la volonté politique des parties au conflit elles-mêmes, mais le Conseil de sécurité a un rôle important à jouer pour aboutir au résultat escompté, en usant de son autorité et de son influence auprès des parties concernées et en utilisant tous les outils à sa disposition. Le Conseil doit envoyer un message clair aux parties au conflit sur la nécessité de mettre un terme aux combats et de retourner à la table des négociations pour protéger les civils et les biens civils, garantir immédiatement un accès humanitaire sans entrave et respecter leurs obligations au titre du droit international. Nous devons continuer à appuyer les efforts inlassables de l'Envoyé spécial, M. Ahmed, visant à rétablir la paix au Yémen. Nous exhortons toutes les parties à participer de manière constructive aux négociations sur la feuille de route présentée par M. Ahmed, en vue de mettre fin au conflit et de parvenir à un accord politique dans l'intérêt de la paix et de la stabilité au Yémen et dans la région.

M. Yelchenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je voudrais, moi aussi, remercier l'Envoyé spécial pour le Yémen et les autres intervenants de leurs exposés.

Il va sans dire que les intervenants ont dépeint un tableau fort sombre de la situation humanitaire au Yémen

qui continue de se détériorer, ce qui est une source de vive préoccupation pour nous tous. Le conflit en cours n'a fait qu'aggraver les problèmes qui existaient déjà dans ce pays. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, rien que depuis mars 2015, plus de 6 800 personnes ont trouvé la mort et 33 800 autres ont été blessées. L'accès à Taëz, qui a une population de 200 000 personnes, demeure limité. Neuf des 22 gouvernorats sont toujours considérés en situation d'urgence pour ce qui est de la sécurité alimentaire, s'ils ne pas sont pas déjà confrontés à la famine. Ce ne sont là que quelques indicateurs, mais ils nous rappellent à juste titre la triste réalité qui règne au Yémen et appellent de notre part une réaction, dans l'unité et de toute urgence, afin de mettre un terme à ce que le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, a qualifié de grave catastrophe humanitaire provoquée par l'homme et de prévenir l'effondrement total du pays, comme beaucoup l'ont déjà dit.

Par ailleurs, nous sommes tout aussi préoccupés par la multiplication des tirs de roquette lancés par les forces houthistes à partir du Yémen contre des cibles situées en Arabie Saoudite, ainsi que des cibles maritimes, notamment des navires appartenant aux Émirats arabes unis et aux États-Unis d'Amérique. Dans l'intérêt de la paix et de la stabilité régionales et internationales, il importe au plus haut point d'assurer la sécurité du point de passage maritime de Bab al-Mandeb. Nous appelons également toutes les parties à prévenir les attaques contre des personnes innocentes. Des mesures s'imposent de toute urgence pour éviter que le conflit ne prenne un caractère de plus en plus international.

Dans ce contexte, nous appuyons pleinement l'Envoyé spécial des Nations Unies et nous espérons que ses efforts inlassables porteront leurs fruits sous forme d'un règlement négocié. À cet égard, le dernier plan de paix des Nations Unies pour le Yémen mérite toute notre attention. Les éléments clefs du plan – un retrait négocié de Sanaa et la remise des armes lourdes et semi-lourdes, y compris les missiles balistiques, ainsi que la formation d'un gouvernement d'unité nationale – semblent de nature à ouvrir la voie à des décisions difficiles mais nécessaires, susceptibles de conduire à un règlement durable. Si elle est mise en œuvre, cette initiative de paix peut jeter des fondements solides pour la poursuite d'un dialogue politique national, sans exclusive et non sectaire, contribuant ainsi à la mise en œuvre intégrale de la résolution 2216 (2015) et de l'initiative du Conseil de coopération du Golfe.

Pour terminer, le Conseil doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour inverser la tendance qui fait que les Yéménites, comme M. Hadi l'a indiqué à juste titre se sentent oubliés du monde entier. À cette fin, nous appelons toutes les parties au conflit à reprendre les négociations sans plus tarder. Tout comme en Syrie, il n'y a pas de solution militaire à la crise au Yémen.

M. Ramírez Carreño (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La République bolivarienne du Venezuela voudrait remercier de leurs exposés l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. Stephen O'Brien, et le Directeur régional pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Asie centrale et l'Europe orientale du Programme alimentaire mondial, M. Muhannad Hadi. Nous voudrions remercier les intervenants de leurs témoignages.

Le Venezuela se félicite des louables efforts de facilitation déployés par M. Ismail Ould Cheikh Ahmed pour trouver une solution politique au conflit armé actuel qui a secoué le Yémen depuis près de deux ans. Nous lui réaffirmons notre plein appui dans l'action qu'il mène sur le terrain. Le Venezuela est convaincu que les négociations n'aboutiront à des résultats positifs que si les parties font preuve de souplesse et de détermination pour parvenir à une paix durable et viable au Yémen.

Le Yémen est l'un des cas qui entrent dans la catégorie de ce qu'on appelle au Conseil de sécurité les « conflits réduits au silence ». Le peuple yéménite est victime d'une violence brutale résultant du conflit armé intense, dans lequel les écoles, les hôpitaux et les habitations sont la cible de bombardements aveugles menés à l'aide d'armes hautement sophistiquées et coûteuses, connues pour la précision avec laquelle elles atteignent n'importe quelle cible. Nous ne pensons pas qu'il puisse y avoir d'erreurs dans ce type d'attaques militaires. Ce qui semble possible, c'est la volonté délibérée de punir la population civile yéménite – contre laquelle des bombes à sous-munitions ont été utilisées, en violation flagrante du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

À cet égard, comme d'autres intervenants l'ont fait, notre pays condamne vivement les frappes aériennes de la coalition, notamment celle qui a visé une cérémonie funéraire à Sanaa le 8 octobre, dans laquelle 140 personnes ont été tuées et 525 autres civils ont été blessés. Nous condamnons aussi le

bombardement des hôpitaux gérés par Médecins Sans Frontières, des centres d'assainissement et des services civils. Nous pensons qu'il ne faut pas que ces actions illégales restent impunies, et qu'il est essentiel d'ouvrir des enquêtes sur les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui ont été commises au cours du conflit.

À ce sujet, je voudrais dire clairement que notre pays condamne catégoriquement toutes les attaques contre la population civile, où qu'elles aient lieu – en Syrie, au Yémen, en Iraq ou en Palestine. Le Conseil de sécurité semble rester passif face à cette terrible réalité; il ne donne que peu de visibilité, sinon aucune, à cette question cruciale. Nous devons nous rappeler qu'il y a un mois, le Secrétaire général adjoint, M. O'Brien, a décrit la situation humanitaire au Yémen comme étant proportionnellement pire qu'en Syrie. Il semble qu'une concurrence brutale a lieu en termes de culture de la mort, de la guerre et de la violence dans la région.

L'échange de points de vues auquel nous procédons aujourd'hui à l'occasion de cette séance d'information est un fait rare, étant donné qu'il n'y a que très peu de possibilités de débattre de cette question en format ouvert au Conseil de sécurité. C'est pourquoi nous voudrions remercier le Président d'avoir facilité le dialogue d'aujourd'hui et de nous avoir permis de rendre ce problème visible au reste des Membres de l'ONU. Nous espérons que la même pratique vaudra s'agissant d'autres questions examinées dans le cadre de consultations. Aux fins de la transparence, les séances publiques doivent être la règle, non l'exception – une des lacunes dans les méthodes de travail du Conseil de sécurité.

Depuis que le Venezuela est devenu membre du Conseil de sécurité – et à quelques mois de la fin de notre mandat dans cet organe – nous avons vu avec grand regret à quel point la situation politique et humanitaire au Yémen s'est aggravée du fait du conflit armé. Il est probablement grand temps que nous réexaminions la résolution 2216 (2015) afin de l'adapter à la situation sur le terrain. À cet égard, nous appuyons la feuille de route proposée par l'Envoyé spécial du Secrétaire général, qui vise à désamorcer le conflit et à y mettre fin.

De plus, le Conseil de sécurité doit adopter le plus rapidement possible un projet de résolution sur la situation humanitaire qui inclue l'établissement de pauses humanitaires et la cessation de toutes les attaques armées, notamment les frappes aériennes. Conformément à sa responsabilité première en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil ne peut continuer de rester indifférent devant la gravité des événements qui se déroulent au Yémen chaque jour, et doit cesser de les considérer comme des faits routiniers – de faire comme si de rien n'était. Il est fondamental de parvenir à une cessation durable des hostilités afin de permettre aux agences humanitaires sur le terrain de faire leur travail. Toute solution au conflit doit garantir, en tant que principe de base, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Yémen.

En outre, une telle solution doit aussi proscrire et condamner les attaques contre le territoire de l'Arabie saoudite ainsi que contre le trafic maritime en mer Rouge. Notre pays exprime sa condamnation absolue des attaques contre le territoire de l'Arabie saoudite et contre la navigation maritime dans le détroit de Bab-el-Mandab.

Le Conseil doit aller de l'avant de façon constructive s'agissant de régler la crise politique et humanitaire qui affecte le peuple frère du Yémen. Les membres du Conseil de sécurité doivent examiner la question objectivement, résolument et avec engagement, en laissant de côté leur intérêt national et les positions des autres membres. Nous craignons que les ambitions géopolitiques de certains acteurs régionaux et d'autres extérieurs à la région – dont certains sont membres du Conseil – ne soient en train d'entraver toute possibilité de parvenir à un accord qui mettrait fin aux affrontements armés actuels, et de saper les efforts diplomatiques menés par l'Envoyé spécial.

Bien que les Yéménites soient les principaux perdants dans cette guerre, les pays qui fabriquent et exportent des armes en ont profité outrageusement en fournissant des armes hautement sophistiquées à l'une des parties, pour des montants qui s'élèvent à des milliards de dollars. Il est donc paradoxal que les pays qui ont promu avec force le Traité sur le commerce des armes soient ceux qui attisent maintenant le conflit armé en fournissant, pour en tirer un bénéfice financier, des armes sophistiquées qui sont ensuite utilisées par l'une des parties pour violer délibérément les droits fondamentaux des personnes et le droit international humanitaire.

Le Venezuela réaffirme que la solution au conflit armé au Yémen doit être trouvée par ses citoyens – son peuple, avec l'aide de la communauté internationale, et ce dans le respect de l'exercice de son droit à l'autodétermination. Notre pays appuie toutes

les tentatives politiques pacifiques visant à préserver la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de cette nation sœur, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Les affrontements armés ont plongé le pays dans une très grave et déplorable crise humanitaire, comme cela a été souligné par tous les organismes compétents des Nations Unies – et mis nettement en relief aujourd'hui. Ce scénario dévastateur met en lumière l'urgence de remédier à ce problème qui a des incidences négatives sur la situation humanitaire – en termes de fourniture de denrées alimentaires, de médicaments, d'eau, de suppléments nutritionnels pour enfants, de services psychologiques et d'autres services de base. C'est pourquoi nous appelons les parties à permettre aux agences humanitaires et aux autres organisations d'atteindre l'ensemble de la population aux fins d'acheminer l'aide pour répondre aux besoins les plus pressants de la population yéménite.

Il est vital que soit trouvée une solution politique au conflit le plus vite possible. L'effondrement institutionnel et la rhétorique sectaire actuelle au Yémen sont mises à profit par Al-Qaida et l'État islamique d'Iraq et du Levant pour promouvoir leurs activités terroristes, qui représentent une menace pour la paix et la sécurité régionales et internationales. Nous sommes préoccupés par le fait que les combattants de ces deux organisations terroristes sont prêts à conduire une coopération tactique pour atteindre leurs visées déstabilisatrices au Yémen et dans le reste de la région.

Une fois encore, nous encourageons les parties à s'engager résolument dans un dialogue sans exclusive, en vue de trouver un règlement qui mette fin aux hostilités et d'instaurer ainsi une paix solide et durable au Yémen. Nous pensons qu'il importe tout particulièrement qu'il y ait un climat de confiance mutuelle et que la confiance entre les parties soit rétablie, de façon que les tensions puissent être réduites et que les négociations puissent avoir lieu avec succès. Les pays ayant une influence sur les parties doivent continuer d'œuvrer pour faire progresser le processus.

La situation dramatique et la crise qui se prolonge au Yémen requièrent que nous n'épargnions aucun effort pour aider les parties à inverser l'atmosphère de violence dans ce pays arabe. Nous sommes certains que les parties prenantes vont une fois de plus renouveler leur engagement à trouver des solutions politiques pour mettre fin à la guerre et permettre au peuple yéménite de retrouver des espoirs de paix. Nos frères et sœurs yéménites méritent de vivre en paix. La discussion publique sur ces questions au Conseil de sécurité permettra de faire savoir à toutes les parties qu'elles doivent œuvrer ensemble à un règlement politique.

Pour terminer, notre délégation tient à saluer une fois de plus l'action que déploient tous les volontaires et le personnel humanitaire sur le terrain au Yémen pour venir en aide au peuple yéménite. Nous apprécions également les efforts du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et de son personnel sur le terrain, qui participe aux nobles efforts visant à aider les populations touchées dans des circonstances extrêmement difficiles. Le Venezuela réaffirme son appui aux initiatives et aux efforts politiques de l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed.

Le Président (*parle en russe*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie.

Nous tenons à remercier l'Envoyé spécial du Secrétaire général, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed; le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. O'Brien; et le Directeur régional du Programme alimentaire mondial, M. Hadi, de leurs exposés.

Nous sommes surpris que les événements au Yémen ne suscitent pas une activité frénétique des médias, sans parler du Conseil de sécurité. Bizarrement, ces événements n'occupent pas le même rang que le problème syrien. Il importe de souligner que la gravité des problèmes humanitaires dans ce pays est pire, à de nombreux égards, qu'en Syrie et ne peut être qualifiée que de catastrophique. Quatre cinquièmes des 26 millions d'habitants du Yémen ont besoin d'une aide humanitaire urgente. Le pays compte plus de 3 millions de personnes déplacées. Environ 14 millions de personnes sont confrontées à des pénuries alimentaires, et les infrastructures essentielles à la vie quotidienne – médicales, scolaires et autres – sont en ruines. Sous prétexte de prévenir des violations de l'embargo sur les armes, le Yémen est soumis à un blocus terrestre, aérien et maritime dont l'impact pèse avant tout sur la population pacifique. Le pays est aujourd'hui confronté à une grave pénurie de vivres, de médicaments et d'autres produits essentiels.

Nous ne voulons pas exploiter la question des pertes civiles, notamment à la suite de frappes aériennes. Cependant, il est impossible de ne pas mentionner la politique cynique du deux poids, deux mesures que nous

observons. Nous savons par exemple que le Royaume-Uni est un des principaux fournisseurs de différents types d'armes dans la région, et que ces armes sont ensuite utilisées contre les Yéménites. Depuis mars 2015, selon *The Guardian* et *The Independent*, Londres a vendu plus de 3 milliards de livres, ou 5 milliards de dollars, d'armes dans la région. Ce n'est pas une menue somme d'argent à tirer d'une guerre. Ces armes causent également des pertes civiles.

La question suivante se pose donc. Comment un pays qui a clairement un intérêt matériel à prolonger le conflit militaire peut-il tenir la plume du dossier du Yémen au Conseil de sécurité? Prenons le dernier projet de communiqué de presse préparé par ce prétendu rédacteur. Il n'était pas simplement très général, mais également extrêmement déficient au sujet d'une frappe aérienne qui, selon les informations fournies, a visé un cortège funéraire à Sanaa le 8 octobre. L'auteur de cette frappe n'a pas été cité, et ce alors que la coalition en a déjà accepté la responsabilité. Le document ne contenait pas d'appel à mener une enquête en vue de punir les responsables. Nous n'avons pas été en mesure d'appuyer ce projet de communiqué, car compte tenu des atrocités commises, ce texte inefficace aurait été une insulte aux Yéménites.

Après cela, la délégation du Royaume-Uni a annoncé qu'elle allait rédiger un projet de résolution sur le Yémen, qui n'a toujours pas vu la lumière du jour. Il serait intéressant de savoir si un tel projet de résolution contiendra une disposition portant création d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de Sanaa, qui, avant même cette tragédie funéraire, avait été plus d'une fois prise pour cible de frappes effectuées au hasard. Je pense que l'heure est venue de réexaminer qui doit être le rédacteur concernant le Yémen. De nouveaux membres vont siéger au Conseil en 2017, et nous estimons qu'ils pourraient être des rédacteurs responsables et objectifs pour le dossier du Yémen au Conseil de sécurité.

J'en reviens à la situation dans le pays. En dépit du cessez-le-feu annoncé par l'Envoyé spécial, celui-ci est violé par les deux parties. Les premières violations se sont produites quelques heures seulement après la déclaration d'Ismail Ahmed. Nous espérons voir la feuille de route visant à régler la crise yéménite préparée par l'Envoyé spécial. Nous en avons beaucoup entendu parler, mais comme nous croyons savoir qu'elle n'existe pas sur papier, nous ne pouvons pas encore l'évaluer correctement. Nous estimons qu'elle doit prévoir des interventions simultanées sur les plans politique et militaire, notamment la création d'un gouvernement d'unité nationale avec les houthistes. L'important est de veiller à ce que les parties retournent à la table des négociations pour discuter des détails, car le diable est dans les détails. Si les deux pays parties s'accordent sur les principes d'une approche - bien qu'il semblerait qu'une des parties, en l'occurrence le Président Hadi Mansour, ait déjà rejeté le plan - alors un certain nombre de problèmes supplémentaires se présenteront sur lesquels il va falloir travailler et se mettre d'accord.

En particulier, la feuille de route, d'après ce que nous croyons savoir, ne fait aucune mention du retrait des forces de la coalition du Yémen ou d'un arrêt des frappes aériennes contre le territoire de ce pays. Sans cette assurance, l'application de tout accord sera plus que problématique. Nous souhaitons donc dire que nous appuyons tout accord consensuel par nature si toutes les parties yéménites sont en mesure de l'approuver. Nous collaborerons activement avec toutes les parties au conflit. L'objectif principal est de veiller à l'instauration d'un cessez-le-feu durable. C'est un impératif, que ce soit du point de vue humanitaire ou antiterroriste, tout comme le renforcement de la confiance des parties afin qu'elles parviennent à un accord global sur la manière de régler le conflit.

Malheureusement, les vainqueurs évidents dans le conflit yéménite restent l'État islamique d'Iraq et du Cham, Al-Qaida dans la péninsule arabique et d'autres groupes terroristes et extrémistes qui contrôlent des régions entières dans le sud et l'est du pays. Sur la base de notre expérience en Syrie, nous savons que nous devons lutter maintenant contre ces combattants, sans reporter le combat à plus tard. Plus tôt toutes les forces politiques yéménites mettront en commun leurs efforts pour lutter contre la menace terroriste, moins les islamistes radicaux auront de chances de conserver leurs positions.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant du Yémen.

M. Alyemany (Yémen) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à vous remercier, Monsieur le Président, Ambassadeur Vitaly Churkin, Représentant permanent de notre amie la Fédération de Russie, de la sagesse avec laquelle vous avez dirigé les délibérations du Conseil de sécurité durant le mois d'octobre et de nous donner la possibilité de prendre la parole au Conseil. Je tiens également à remercier S. E. le Secrétaire général et son

Envoyé spécial pour le Yémen, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, des efforts considérables qu'ils déploient pour promouvoir un accord de paix qui mettrait fin au coup lancé contre l'État yéménite et à la guerre tragique déclenchée par les milices houthistes et les forces pro-Saleh contre notre peuple depuis décembre 2014. Nous tenons également à remercier M. O'Brien, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, et M. Hadi, du Programme alimentaire mondial (PAM), de leurs exposés. Nous remercions par ailleurs tous les membres du Conseil de sécurité de leurs déclarations, qui témoignent toutes d'une profonde préoccupation face à la situation tragique dans mon pays, le Yémen.

Aujourd'hui, deux ans après le coup au Yémen, le tableau est sombre et déprimant. Les milices houthistes, alliées à l'ancien Président, ont joué avec le destin de la nation yéménite, pillé nos maigres ressources et ouvert la porte à la faim, à des maladies et à des épidémies qui éprouvent durement la population. Ils offrent à tous les Yéménites le choix entre accepter le coup, la dominance de politiques sectaires et du complot iranien à Sanaa, qui crée des tensions permanentes dans la région, ou risquer la mort et la destruction. Le Secrétaire général adjoint et le représentant du PAM ont donné un aperçu de la terrible situation humanitaire dans mon pays.

Dans les zones contrôlées par les cerveaux du coup, qui ne sont pas des Yéménites, l'accès de l'aide humanitaire à la ville assiégée de Taiz est entravé et l'accès à la ville est également refusé à la mission des Nations Unies. L'Organisation n'a pas condamné ce fait durant la cessation des hostilités. Depuis la fin des pourparlers au Koweït, le parti derrière le coup d'État a refusé de contribuer positivement au processus de paix proposé sur la base des trois mandats. Il a continué de faire la guerre et d'exploiter la cessation des hostilités pour faire entrer en contrebande des missiles à moyenne portée d'une portée de plus de 600 kilomètres, tels que ceux ayant visé les lieux saints en Arabie saoudite, qui sont sacrés pour tous les musulmans du monde.

Les missiles Noor et Kosar de fabrication iranienne, qui sont des missiles navals ayant été modifiés pour pouvoir être lancés à partir du sol pour attaquer des navires, ont visé les voies maritimes internationales dans la partie sud de la mer Rouge. Les rapports du Groupe d'experts sur le Yémen et la flotte américaine dans la région ont confirmé la taille des cargaisons envoyées depuis l'Iran aux auteurs du coup d'État au Yémen. Le Conseil de sécurité n'a pas publié la moindre déclaration condamnant cet État qui parraine le terrorisme, malgré plusieurs communications transmises par des États Membres au Secrétaire général et au Conseil de sécurité.

Le Gouvernement yéménite a choisi et continue de choisir la paix. C'est notre position inébranlable et la seule solution pour mettre fin aux souffrances du peuple yéménite si résilient et si patient, qui a payé et continuer de payer le prix d'une guerre injuste menée dans tout le Yémen par les milices houthistes et Ali Abdullah Saleh. Le Gouvernement estime que la paix est le seul moyen d'éliminer les gangsters et les seigneurs de la guerre et de libérer la population de ces assassins dépourvus de toute conscience, qui ont détruit nos ressources et nos infrastructures précieuses et menacent notre vie quotidienne.

Au cours des deux dernières années, le Gouvernement yéménite a fait preuve d'un état d'esprit constructif et responsable et a participé de façon interactive aux initiatives de la communauté internationale. Nous n'avons cessé de proposer des concessions douloureuses dans l'intérêt de la paix au Yémen, alors que les auteurs du coup d'État continuent de refuser un règlement pacifique et poursuivent leurs activités de milice. Cela a pu conduire certains à penser que nous pourrions proposer des idées susceptibles de porter atteinte à la souveraineté et à la restauration de l'État, en recourant à des arrangements de sécurité dépourvues de garanties et ne tenant pas compte du contexte politique, géographique et social du conflit au Yémen.

Si nous insistons sur l'importance des trois mandats relatifs au processus de paix au Yémen, les auteurs du coup d'État continuent de refuser ces solutions et de prendre des mesures unilatérales qui ont été rejetées par la communauté internationale, telles que la mise en place d'une entité politique chargée d'administrer l'État et la nomination d'un gouvernement issu du coup d'État. Lorsque les consultations au Koweït ont pris fin en raison du refus de l'autre partie de dialoguer avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général et les pays qui parrainent le processus de paix, les efforts internationaux se sont poursuivis et ont conduit aux idées présentées lors des réunions ministérielles du Quatuor à Djedda, à New York et à Londres. Le Gouvernement s'est félicité des nouveaux efforts qui sont venus compléter ceux de l'ONU. Nous soulignons que toute tentative de s'écarter des paramètres du processus de paix, qui ont été formulés dans l'initiative du Conseil de coopération du Golfe et son mécanisme de mise en œuvre, les résultats de la Conférence de dialogue national et les résolutions

du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2216 (2015), ne sert qu'à conforter les agissements des auteurs du coup d'État et à attiser la violence au Yémen. Toute proposition qui ne vise pas la fin du coup d'État, le retrait des putschistes de toutes les villes et institutions de l'État, la remise des armes et des missiles, et la libération des prisonniers, serait favorable aux milices et accepterait la logique du terrorisme et son contrôle sur le sort des pays.

Une paix durable ne peut être atteinte en récompensant les putschistes de leur coup d'État et en leur livrant les rênes du Yémen sur un plateau d'argent. Elle ne peut être assurée en laissant la plupart des armes entre les mains des milices et en leur permettant de continuer à occuper les villes, les villages et les provinces sous prétexte d'un règlement progressif du conflit, alors qu'elles exigent la fin de la légitimité. La paix ne sera pas réalisée en ignorant les paramètres reconnus du processus de paix ni en fermant les yeux sur les sacrifices consentis par le peuple yéménite ou sur les victoires qu'il a remportées. La paix ne sera pas réalisée si l'on n'écarte pas tous ceux qui ont empêché le transfert pacifique du pouvoir au Yémen, saboté la période de transition, rejeté les résultats de la Conférence de dialogue national, fait la guerre, semé la destruction et menacé la paix et la sécurité internationales, ainsi que la navigation dans les voies maritimes internationales. La paix ne sera pas réalisée si l'on n'écarte pas toutes les personnes impliquées dans ces activités, notamment l'ancien Président Ali Abdullah Saleh, son fils Ahmed Ali Abdullah Saleh et Abdulmalik al-Houthi, ainsi que leurs frères et leurs assistants.

Toutes les parties au Yémen, y compris les partis politiques, les chefs militaires, les responsables de la sécurité, les dirigeants élus des conseils locaux de province, les groupes de jeunes et les organisations de femmes ont fait des déclarations au cours des derniers jours, condamnant toute déviation de la voie de la paix et toute tentative de contrecarrer les efforts visant à mettre fin au conflit au Yémen. Elles ont exprimé leur appui au Président pour qu'il accorde la priorité aux négociations afin que nous puissions enterrer le coup d'État et assurer la victoire de la démocratie et de la République du Yémen.

Aujourd'hui, la souveraineté du Yémen est représentée par la présidence. Elle ne peut être compromise, car c'est le seul garant de l'achèvement de la transition politique au Yémen. Si nous voulons pouvoir achever la nouvelle Constitution fédérale, nous avons dit à plusieurs reprises – et M. Ismail Ould Cheikh Ahmed le sait parfaitement – que de nouvelles pressions contre le Gouvernement légitime aboutiraient au renforcement des forces responsables du coup d'État et empêcheraient la communauté internationale de contribuer à la reconstruction de l'État yéménite. Bien plus, cela ne ferait qu'encourager les forces derrière le coup d'État et les amènerait à penser que la communauté internationale commence à accepter le plan d'expansion iranien au Yémen.

Nous avons affirmé à plusieurs reprises dans cette salle que la guerre dans mon pays, le Yémen, peut prendre fin aujourd'hui. Comme je l'ai dit, ce constat est fondé sur le pouvoir de notre grand peuple yéménite et sur son rejet de l'étendard de la mort brandi par les milices. Il a dénoncé d'une seule voix le coup d'État et exigé qu'il soit mis fin au putsch et à cette guerre injuste menée contre lui.

J'appelle donc le peuple yéménite à s'élever contre les milices criminelles diaboliques qui ont transformé la vie dans notre pays en un véritable cauchemar, pour que nous puissions recommencer à mettre en œuvre ensemble les résultats de la Conférence de dialogue national, qui correspondent à nos rêves et à nos aspirations, et ce, afin de rattraper le reste de l'humanité et d'édifier un Yémen fédéral, démocratique et pacifique.

Pour terminer, le Yémen apprécie vivement les efforts déployés par le Secrétaire général et son Envoyé spécial, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, ainsi que par le Conseil de sécurité et les ambassadeurs du Groupe des Dix-Huit en faveur de la paix et de la stabilité au Yémen. Nous redisons également nos remerciements et notre gratitude à nos frères d'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de l'Égypte et tous les autres États de la coalition arabe pour leurs efforts en vue de rétablir la légitimité au Yémen. Nous engageons tous les membres du Conseil de sécurité à poursuivre les efforts qu'ils déploient dans un esprit d'unité depuis le début de la crise au Yémen en 2011. Grâce à cette position unie du Conseil, on a déjà pu faire beaucoup au Yémen, en partenariat avec le Gouvernement yéménite. Cela s'ajoute au bilan impeccable de l'ONU en termes de règlement des conflits dans le monde.

Le Président (*parle en russe*) : Je demande aux orateurs d'être extrêmement brefs, car nous avons encore une séance immédiatement après.

Je donne la parole à M. O'Brien.

M. O'Brien (*parle en anglais*) : Très brièvement, je tenais à réaffirmer que la meilleure chose à faire pour remédier à la situation humanitaire consiste à trouver le moyen d'instaurer la paix, et j'encourage chacun à appuyer le plan présenté par l'Envoyé spécial.

Je tiens également à assurer la représentante des États-Unis, sans l'ombre d'une hésitation, que, si nous disposons de l'accès nécessaire, la réponse que nous apporterons aux besoins des populations touchées sera sans commune mesure avec ce qu'elle est aujourd'hui, sous réserve que nous soient donnés les moyens qui s'imposent – et j'ose croire que tel sera le cas. J'appelle toutes les parties à respecter toutes les dispositions relatives à la protection des civils et, dans le même temps, je salue à mon tour le courage extraordinaire des travailleurs humanitaires qui, malgré la situation très difficile où ils opèrent, fournissent une aide considérable à ce nombre effarant de 21,2 millions de personnes dans le besoin.

Comme l'a répété le Président lui-même, il s'agit d'une catastrophe, et c'est la raison pour laquelle je demande que nous prenions immédiatement des mesures afin que tout soit fait pour y remédier.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M. O'Brien de sa déclaration.

Je donne la parole à M. Hadi.

M. Hadi (*parle en anglais*) : Premièrement, je tiens à remercier les États-Unis de m'avoir invité aujourd'hui. Je pense que cela m'aura beaucoup aidé à honorer la promesse que j'ai faite à la population de faire part de sa souffrance au Conseil.

Deuxièmement, je tiens à remercier les membres de m'avoir écouté. En fait, c'est la première fois que j'ai l'impression de faire le travail d'un ambassadeur, mais, cette fois, un ambassadeur des femmes et des enfants, un ambassadeur de ceux qui n'ont pas de voix et un ambassadeur des habitants du Yémen, qui n'ont pas la possibilité de venir ici pour expliquer ce qu'ils endurent. Pendant que je parlais, les images des personnes que j'ai rencontrées me sont venues à l'esprit, et je suis heureux d'avoir pu transmettre au Conseil une partie de ce que j'ai vu.

Enfin, et surtout, je tiens à quitter le Conseil sur une observation : sauver des vies au Yémen est possible. Ce n'est pas mission impossible. C'est possible, et nous l'avons déjà fait en bien des endroits du monde. Ce dont nous avons besoin, c'est de l'appui du Conseil. Nous avons besoin de l'appui de tous les États Membres. Nous avons besoin de l'appui de la communauté internationale. Il n'y a aucune raison de perdre ne serait-ce qu'une vie, au Yémen, donc je le répète : sauver des vies n'est pas mission impossible. Nous allons le faire.

Le Président (*parle en russe*) : Je remercie M. Hadi de sa déclaration.

Je pense que la séance d'aujourd'hui a été extrêmement utile et nous a permis de mieux comprendre à quel point la situation au Yémen est tragique et complexe, et combien le travail de l'Envoyé spécial, M. Ismail Ould Cheikh Ahmed, est compliqué. Je conclurai donc la présente séance en exprimant un appui vigoureux à tous les efforts qu'il déploie et qui, nous l'espérons tous, amèneront le Yémen à la paix dans les meilleurs délais.

La séance est levée à 12 h 45.